

« Par le bout du nez » l'histoire du covid19 ~ Tout n'est que théâtre ~ (et souffrance)

INTRODUCTION, La pilule rouge.

Bravo et bon courage au lecteur qui ose s'aventurer au travers de ces quelques pages. Elles ne sont ni de la littérature ni un divertissement, mais plutôt un « memento » de liens internet, cousu précipitamment, dans l'urgence de l'actualité.

En proposant suffisamment d'éléments tangibles et de témoignages agrafés dans un scénario plausible, nous espérons pouvoir faire apparaître la légitimité du doute, du principe de précaution, et sur ces bases, du droit à la désobéissance et celui des lanceurs d'alerte [\(0a\)](#).

Devant un tribunal, ce memento pourrait, nous l'espérons, avec un bon avocat, participer à sauver l'emploi d'un travailleur non vacciné, sauver une personne accusée de diffamation envers un « puissant », sauver la vie des personnes harcelées par l'état, pour des questions de vaccination ou de « QR-codage », participer à renverser le rapport de force en faveur de la vérité.

L'objectif est de faire émerger un scénario compréhensible de ce qui se passe réellement, un scénario plus réaliste que ce que nous explique la presse « mainstream », dominante. Malgré les souffrances endurées depuis fin 2019, la « réalité », si cette notion existe encore, est peut être plus terrible que ce que nous en avons compris.

Nous avons privilégié presque uniquement des sources provenant des institutions et de la presse « dominante ». Il s'agit en partie, de ne pas prêter le flanc à ce que nous estimons être un système de propagande extrêmement sophistiqué, celui qui a créé le concept de « complotisme ». Il s'agit également de ne pas verser dans la caricature et de s'appuyer sur des sources, simples, fiables, accessibles à tous et vérifiables, tout en développant une vision critique et analytique.

Évidemment, nos propositions si elle peuvent faire apparaître des évidences, font surtout émerger également des hypothèses. Nous n'avons ni la DGSE à notre service, ni le budget des grands groupes médias pour enquêter. L'enquête c'est à NOUS TOUS de continuer à la mener. Nos adversaires se saisiront de nos imprécisions, car il y en a nécessairement, pour nous discréditer. Ne soyez pas dupes, s'ils s'acharnent plus que de raison sur nos quelques erreurs, pour faire oublier tout ce que nous avons découvert, ce ne sera que la preuve de leur mauvaise fois et du fait que nous avons visé juste.

Il est fort probable que moins vous êtes initié au décodage de l'information « dominante », plus ce memento est susceptible de vous surprendre, voir de vous déstabiliser, ou même de vous procurer un sentiment d'angoisse face à une réalité peut être difficile à accepter.

Comme Némó [\(0b\) dans le film "Matrix"](#), vous avez le choix entre la pilule bleue : ne pas aller plus loin dans la lecture, ne pas ouvrir les liens qui y sont proposés, décider dès le début ou à la fin de ne pas croire ce qui s'y dévoile, vous ré-endormir et faire de beaux rêves, des rêves qu' « on » a peut être choisi pour vous...mais peu importe.

Ou alors vous pouvez décider de garder les yeux ouverts et d'avaler la pillule rouge. Comme Némó, vous ne pourrez peut être plus revenir en arrière. Et comme la téméraire Alice, désireuse de perdre son innocence, vous accepterez de [« suivre le lapin blanc, et de descendre au fond du gouffre »\(0c\)](#).

Mais ne perdons pas plus de temps, nous avons peut être quelques mois de retard, deux ans de retard, trente ans de retard, peu être plus, nous sommes en retard, en retard...

L'aventure peut être longue si vous ouvrez tous les tiroirs (les liens), mais vous pouvez aussi « sauter » directement à la conclusion, sans passer par « le pays des merveilles »... Mais alors vous ne pourrez pas croire ce qui s'y raconte, car l'esprit s'y refuse, et c'est cela LE principe. À nouveau, le choix de la pilule bleue ou de la rouge vous fera y revenir...ou pas.

Ce texte, en style quelque peu télégraphique, ne prend son sens qu'avec la lecture des liens ressources qui y sont insérés. Nous remercions tous ces médias (cherchez les sous titres en français). Le plan redondant, vous invite à ne pas chercher immédiatement d'affiliation logique entre les éléments, mais plutôt à vous laisser porter d'une pièce à une autre, et à laisser émerger votre propre opinion.

I ère partie : Nouvelles technologies et pouvoirs

(la crise épidémique se déroule dans un contexte de nouvelles technologies)

Les nouvelles technologies : un pas vers la science fiction, entre pragmatisme scientifique et nouveau messianisme

Les nouvelles technologies et le contexte intellectuel et politique

Depuis une trentaine d'années, des conseillers politiques visionnaires comme Jacques Attali nous alertent sur un futur qui nous semble être une science fiction délirante ou qui, nous l'espérons se réalisera seulement en partie et dans un futur très lointain (1).

L'inévitable Jacques Attali, a été un très proche conseiller de François Mitterrand. Il est celui qui se vante d'avoir fait « entrer » Emmanuel Macron en politique. « Entrer » en politique signifie être introduit auprès des « vrais » cercles de pouvoir.

Les interviews de Mr Attali, décrié mais visionnaire, foisonnent sur l'internet et chacun peut facilement se faire une idée de la vision du futur qu'il véhicule.

Les nouveaux gourous du transhumanisme et de l'intelligence artificielle, comme Mr Laurent Alexandre (2) bien connu en France, sont assez présents dans les médias. Ils le sont aussi, même si cela peut surprendre, auprès des multinationales des nouvelles technologies, ou dans les coulisses de la politique.

Collecte de données, traçage et science fiction, questions d'éthiques

Les firmes comme Microsoft, ont mis en place des systèmes globalisés de collecte des données depuis moins d'une trentaine d'années. Leur puissance technologique s'accroît de manière exponentielle (2a).

Actuellement, la mise en place de constellations de satellites et de moyens de transmission de données comme la « 5G » permettront de nous localiser au centimètre sur l'entièreté de la planète et permettront le contrôle à distance de machines très sophistiquées.

En parallèle les recherches sur l'intelligence artificielle et le transhumanisme s'intensifient et entrent de plein pied dans notre réalité.

Le développement de ces technologies est parfois adossé à des idéologies élitistes, s'approchant parfois de tentations eugénistes et démiurgiques. (3)

Ce n'est sans doute que le début de l'aventure, et la suite risque d'être manifestement digne de la science fiction. L'éthique et les droits fondamentaux vont ils résister à cette révolution ? (4)

Voilà peut être la question centrale de la crise que nous traversons depuis 2 ans et dont un des actes majeur se joue avec l'installation dans les « pays technologiquement avancés » du « pass sanitaire ».

Les enjeux de pouvoir

Les puissants du monde qui souhaitent le rester, se tiennent évidemment proches des évolutions technologiques.

Depuis la nuit des temps, les puissants négocient (parfois) entre eux, dans le dos des peuples. C'est une évidence digne de la palisse, mais à notre époque il est peut être nécessaire de la rappeler avant de se faire traiter de complotiste !

Le contrôle des populations

Le contrôle des populations est un fantasme et un moyen nécessaire pour les puissants de se maintenir en place. Cette réalité est millénaire et de tout temps, polices politiques, répression, propagande et conditionnement des populations ont été le lot de TOUS les régimes, sans exception. E. Bernays dans son ouvrage « Propaganda » (4a) (4b) dès 1928, définit la démocratie avant tout par la manipulation de l'opinion.

Dès le début de la période post-colonial, les grands think-tank libéraux constataient que la démocratie leur créait évidemment des difficultés aiguës par exemple en Amérique latine où les dictatures soutenues par le grand capital Anglo- Saxon étaient contestées et parfois renversées.

La prise de contrôle des médias

Les puissants dérangés, ont depuis fort longtemps fait l'analyse qu'il faut « stabiliser l'opinion » en influençant les consciences.

En France, la quasi totalité des grands groupes de presse ont été rachetés par une poignée de milliardaire (5). En démocratie, influencer sur 80 % des consciences suffit pour écraser le débat. Il n'y a alors aucun problème à composer avec la liberté de la presse et de conscience.(6)

La nature du pouvoir

Il serait naïf de croire que la « nature du pouvoir » a changée (enfin!), sous prétexte que nous, les humains, aurions tiré les leçons des grandes guerres mondiales, des bombes atomiques, des dictatures sud américaines, des guerres syriennes, des génocides birmans...

Il faudrait être naïf, pour croire que sous prétexte que certains régimes se nomment des démocraties, les personnes qui souhaitent en prendre le contrôle, renonceraient à leur jusqu'au-boutisme. Seul l'intérêt du peuple et les gardes fous instaurés par les constitutions permettent de résister à l'appétit sans scrupules des clans rodés à l'exercice du pouvoir.

La France et les droits de l'homme sont une de leur cible.

Même quand elle est incarnée par une « gueule d'ange », la nature du pouvoir est criminelle, que le pouvoir le soit lui même, ou qu'il y soit confronté.(7)

L'exercice du pouvoir, ne suit pas les mêmes règles et codes que l'éducation que l'on donne à nos enfants, celle qui est nécessaire au maintien de l'équilibre du « bien vivre ensemble ».

Ce ne sont pas les mêmes codes moraux qui s'appliquent selon qu'il s'agit de vie privée ou de l'exercice du pouvoir.

Il est important d'abandonner notre candeur naturelle et citoyenne afin d'analyser correctement ce qui se passe depuis 18 mois.

L'identification et le traçage, un vieux fantasme et la révolution technologique

À la fin des années 1990 la « révolution internet » a permis à la NSA de mettre en place un système de contrôle mondialisé des communications, enfreignant sans vergogne les principes de la constitution américaine, avec les complicités du gouvernement et du parlement. Cette affaire d'état fut révélé en 2013 par E. Snowden (8).

Depuis la systématisation plus ou moins rapide et mondiale depuis le début du 20ème siècle des papiers d'identités, le fantasme d'identification exhaustive des humains et de leur inventaire dans une base de données est l'idéal des logiques policières et administratives. (9)

La révolution technologique actuelle rend déjà possible, grâce à nos téléphones, le traçage en continu des individus. Ces technologies vont devenir (si ce n'est déjà le cas) plus performantes et miniaturisées que ce qu'un esprit non initié peut concevoir. Associées à des capacités de transmission

de quantité de données phénoménales, elles ouvrent la porte à ce qui n'était jusqu'à présent que fantasmes et science fiction : Le « transhumanisme » et le quasi contrôle des consciences. (10)

Une évolution inéluctable...selon les puissants

Les investisseurs dans ces nouvelles technologies tout autant que les clans dominant les états, en ont perçu le potentiel il y a déjà plusieurs décennies. Ils semblent soit avoir pensé que cette évolution était soit inéluctable, soit nécessaire ou souhaitable. Ils les ont abordées avec l'excitation des aventuriers, peut être pour le bien commun, aussi certainement selon des logiques policières, administratives et bien sûr commerciales.

Il va sans dire que ceux, parmi les puissants, qui ne suivraient pas cette évolution perdrait nécessairement leur prédominance, qu'elle soit économique, militaire ou politique.

Pour ces « élites » pensantes, le traçage globale et absolu de la population est sans doute inévitable et aucun principe éthique ne pourrait s'y opposer, pour la simple raison que vouloir rester libre signifie face à la puissance de ces technologies, devenir faible ou inutile et à terme disparaître.

La globalisation des pouvoirs

La planète, une table enfin ronde

Le traumatisme de la seconde guerre mondiale puis l'effondrement géopolitique de l'idéologie Marxiste, ont peut être permis aux grands capitaux et grands pouvoirs du monde entier de s'asseoir enfin autour d'une même table.

Qui s'invite autour de la table ?

Difficile de savoir exactement qui détient les capitaux qui dominant le monde aujourd'hui. Nulle prétention d'en écrire l'histoire ici. Certains disent qu'ils sont hérités des premières multinationales historiques qui ont « inventé le capitalisme », c'est à dire les compagnies des indes orientales néerlandaises (11) et anglaise (12). Ces capitaux auraient été largement ré-investis aux états unis dès le 18ème siècle.

Dans ce nouvel eldorado, capitaux et industries ont pu constamment se réinventer. Les nouvelles fortunes se faire. Quant aux capitaux anciens, il est fort probable qu'ils soient restés étroitement liés au sphères économiques et politiques anglo-saxonnes et européennes.

Difficile pour un non initié d'en savoir plus et de voir clair dans les imbrications infinies des différents actionnaires entre eux et les montages financiers impénétrables dont une partie réside dans les paradis fiscaux.

Le (très) grand capital

Aux capitaux anciens, se sont ajouté au début du XXIème siècle, les nouveaux riches issus de l'industrie du pétrole, puis plus récemment les fameux GAFAs faisant office de novices. Jusqu'en 1973, l'industrie du pétrole était concentrée à 85 % dans les mains de 7 grandes compagnies américaines dont celles fondées par les fameux Rockefeller et Rothschild (13) (14).

L'état profond, lieu de rencontre entre capitaux, intérêts privés et appareil d'état

D'une manière générale plus les capitaux sont anciens plus ils sont liés au pouvoir politique et puissants en son sein, constituant ainsi ce qu'on appelle « l'état profond ». Si cette analyse est valable pour les états-unis, elle l'est sans doute aussi en Europe dans à peu près tous les pays. Elle souffre cependant de beaucoup d'exception.

Pour revenir à l'histoire récente, aux états unis c'est « l'état profond » qui aurait conceptualisé la « continuité du gouvernement » c'est à dire la continuité de l'exercice du pouvoir quel que soit le résultat des élections. Parmi ses architectes au début des années deux mille, Donald Rumsfeld et Dick Cheney, furent des personnages centraux (les faucons) du deuxième président Bush (15).

C'est certainement de cet état profond, qu'est issu le « patriot act », loi soit disant d'exception, qui supprimera une partie des droits fondamentaux après l'effondrement des tours jumelles. C'est aussi certainement le pouvoir de cet état profond qui fait que cette loi « d'exception » est finalement toujours en vigueur en 2021 (16).

Même si cela est un tabou intellectuel et médiatique, beaucoup de personnes supposent que l'état profond américain est lié de près ou de loin aux l'attentat du 11 novembre. Ce « nouveau Pearl Harbor » par le traumatisme qu'il a créé, a conduit la population à accepter à la fois le patriot act et les guerres d'Afghanistan et d'Irak qui ont suivi.

Celles-ci furent avant tout des guerres pétrolières. Elles ont aussi considérablement enrichi les industries de l'armement. Ces deux industries, militaire et pétrolière, sont intimement liées par leur capitaux à l'état profond. Malgré le tabou, les zones d'ombre dans les enquêtes officielles autour du 11 septembre laissent raisonnablement la porte ouverte à cette hypothèse.

Les cartes rebattues

L'état profond perd en général le pouvoir politique lors des révolutions populaires ou de guerres profondément déstructurantes. C'est certainement le cas en France lors de la révolution de 1789 puis lors de la seconde guerre mondiale, et en Chine lors de la révolution communiste qui aboutit à l'instauration de la république de chine populaire en 1949.

Les capitaux des anciens régimes sont évacués comme il se peut, s'ils ne sont pas confisqués ou détruits. Certaines sources laissent penser que les capitaux chinois issus des 268 années de dynastie Qing ont été en partie sauvés et expatriés lorsqu'ils n'étaient pas déjà investis à l'étranger. Les familles possédantes, un temps réfugiées à Taïwan seraient toujours influentes au sein du capitalisme mondial et de son action politique.

Les « états profonds » Européens semblent en grande partie issus des restructurations d'après guerre. Ils sont influencés par des fortunes récentes et les milieux intellectuels qui ont ré-idéologisé l'après guerre.

En France, les fortunes familiales et industrielles issues de la colonisation n'en sont sans doute pas absentes, ni les vieilles familles puissantes lors des républiques précédentes, celles qui maîtrisent l'exercice du pouvoir et se souviennent de l'écrasement de la commune de 1870.

Mais, les cartes ayant été profondément rebattues par la résistances, les réseaux d'idéologie « de gauche » ont perduré au sein des services de l'état et l'état profond à sans doute dû composer avec eux, sinon les intégrer (17).

Les nouveaux riches

En France, les capitaux de l'état profond, sont sans doute structurés autour de l'industrie nucléaire, de l'industrie pétrolière et de l'armement . Comme pour les GAFAM au niveau international, certains « nouveaux riches » ont acquis rapidement beaucoup d'influence au sein des think-tank privés qui agissent auprès ou au sein de l'état profond.

C'est par exemple le cas de Mr Bolloré qui a bénéficié en Afrique des réseaux très anciens de l'état profond Français. L'Afrique étant le nouveau territoire à conquérir pour la sphère politico-industrielle de la république populaire de Chine, il est probable qu'état profond français et influenceurs chinois y ont appris à travailler ensemble.

Lorsque Mr Sarkozy se réfugie sur le yacht de Mr Bolloré le lendemain de son élection en 2007, ce n'est peut être pas uniquement pour se reposer.

particularisme chinois et russe

Le cas de la chine est particulier puisque l'état est omnipotent, on peut sans doute considérer qu'il n'y a pas de différence fondamentale en matière de gouvernance, entre un éventuel état profond et l'état lui même comme il se définit. Bien sûr des luttes de pouvoir existent entre différents clans au sein de l'appareil d'état.

L'état machine gigantesque a aussi sa face émergée et sa face immergée, notamment en matière de renseignement et de stratégie. Depuis 2012 Xi Jin Ping semble en avoir pris le contrôle de manière

inflexible (18). Le pragmatisme du régime Chinois, le caractère hybride du système économique à la fois libéral et communiste, son immense puissance de frappe lui a bien évidemment assuré une place à part entière autour de la table des puissants.

La Russie à aussi une histoire particulière et la dernière redistribution des cartes est relativement récente.

De ces bouleversements de la fin du vingtième siècle, résulte un état profond hybride entre la formidable machine de renseignement et de police politique de l'ancien système soviétique et les nouveaux oligarques qui se sont emparés de son industrie et parmi lesquels, Vladimir Poutine issue du KGB a fait le tri par la manière forte.

Une mondialisation des capitaux

La mondialisation de l'économie sous l'égide de l'organisation mondiale du commerce a permis une quasi libre circulation des capitaux dans le monde (19).

Pour résumer, en restant très très simpliste, en commençant par n'importe quel bout, en 5mn de recherches sur l'internet, on apprend que « black rock a dans ses actionnaires entre autres the vanguard groupe, PNC bank et...le gouvernement chinois !. Vanguard a des parts dans Michelin, monsanto, exxon, amazon, microsoft et est le premier actionnaire de Golman sachs ou d'apple; PNC bank détient 22 % de black rock, GlaxoSmithKline, qui a fusionné une partie de ses activités avec Pfizer a pour actionnaires the vanguard group et blackrock...et on peut continuer toute la nuit.

Inutile ici, de se lancer dans une enquête poussée, d'autres l'ont déjà très bien fait. Je vous conseille ce reportage (en anglais pour l'instant, nous cherchons une traduction française ou des sous titres) (19a) et un article qui vous en propose un résumé en français (19b). Vous pouvez aussi mener votre enquête vous même.

Les capitaux mondiaux sont complètement entremêlés, mais on finit par trouver presque toujours les mêmes dans les conseils d'administration des très grands groupes. Les noms des vrais personnes et familles propriétaires de ces fonds, n'apparaissent pas. Ils restent masqués derrière les sigles d'entreprises d'investissement. On s'aperçoit aussi que le gouvernement chinois siège à certains conseils administration avec les banques et multinationales américaines ! (20)

Qui est au service de qui ?

L'état profond naît de l'interaction entre les intérêts des grands capitaux et les intérêts de l'état. Par certains truchements, l'état met a disposition ses moyens au services des grands capitaux (renseignement, diplomatie, armée...) et les grands capitaux investissent ou soudoient en respectant les stratégies favorables aux intérêts de l'état. L'affaire Ruffin/Squarcini (20a) est anecdotique mais révélatrice de ces relations de coulisses entre capitaux et services de l'état.

La synergie peut être favorable aux intérêts de chacun, à condition que la machine d'état ne soit pas totalement noyauté par les même décideurs que ceux qui composent les think tank privés. Lorsque cela arrive, il y a alors, fort a parier que les intérêts de l'état se confondent alors entièrement avec les intérêts privés, en général sans frontières, sans contrôle démocratique et à l'exclusion du peuple, de ses valeurs et de ses intérêts.

Macron et les grands Think-tank, soupçons ? Macron, la finance et l'atlantisme

Le grand public a beaucoup entendu parler des liens de Macron avec la grande finance. La plupart des journaux « mainstream » qui fonctionnent comme les « chiens de garde » (21) des puissants, ont tendance a réduire cette simple constatation à une théorie « complotiste ».

Pourtant, il est de notoriété publique que Macron a travaillé chez Rothschild, étant un temps associé gérant (22). La banque Rothschild est un des carrefours des capitaux mondiaux au plus haut niveau, depuis la révolution pétrolière du début du 20ème siècle.

E. Macron a été introduit chez Rothschild par Jacques Attali après son passage à la commission Atalli en 2007 où tout les grand groupes mondiaux étaient invités à réinventer la croissance de demain. C'est là que Macron a créé des liens avec les dirigeants de Nestlé ce qui lui permettra de faire fortune lors de la négociation du rachat de la division nutrition infantile de Pfizer par Nestlé.

Bref, oui Macron est parfaitement introduit dans la haute finance mondiale, aussi bien par ses réseaux purement financiers que par ses réseaux politiques.

Un fil directeur depuis 20 ans : Un coup d'état « soft » contre le peuple ?

Il semble que les gouvernements Français successifs depuis Jacques Chirac ont validé le tissage d'une alliance Atlantiste (avec les états unis et le Canada). Cette alliance n'est bien sûr pas contre-nature en matière de culture et d'idéologie, elle existe au grand jour.

D'un point de vue démocratique, il faut cependant rester vigilant à ce qu'elle ne fragilise pas la souveraineté nationale en transférant le pouvoir vers les capitaux et les think-tank privés « atlantistes », plutôt que vers le parlement et les citoyens (22a).

D'après certains travaux bien sourcés (23), il est plausible en effet que l'arrivée de E. Macron au pouvoir masque une forme de coup d'état « soft » qui transfère la souveraineté nationale du peuple, vers les capitaux et think-tank trans-atlantistes (24) (25).

Les autres (vrais ?) lieux de pouvoirs

Inutile de développer plus, ce que tout le monde sait déjà. Comme les citoyens se réunissent dans leurs clubs de sport ou leurs associations militantes, les puissants de toutes sortes se réunissent en d'innombrables groupes de réflexions et de lobbying, privés. Ils en ont parfaitement le droit (et heureusement ?).

Ils organisent des séminaires officiels, comme Davos (26) aux yeux du grand public ou des rencontres privées, plus discrètes comme celles du groupe Bilderberg (26a) pour citer un des plus connus. Ils n'hésitent pas à interagir avec les grands Think Tank intellectuels, comme le club de Rome ou de Budapest et à s'organiser en commissions privées comme la trilatérale (26b). Cela est bien légitime et normal. Ils réfléchissent et heureusement, comme tout le monde.

Ils en ont bien le droit... À condition de ne pas confisquer les décisions politiques. Et c'est bien là que le bât blesse.

Alors que les médias s'attachent à banaliser cette influence en décrédibilisant les lanceurs d'alerte qui dénoncent un danger pour les démocraties, toujours associés grossièrement aux pires complotistes (27), il ne fait aucun doute que ces cercles de pensée, n'attendent pas l'avis du peuple pour imposer leur vision de l'avenir du monde.

Imaginer que ces cercles de pensée essaient d'influencer les gouvernements ou de les soudoyer, ce n'est pas du complotisme, c'est la réalité du monde depuis la nuit des temps. Les lobbys sont officiellement présents auprès des parlements nationaux ou supra nationaux. Leur activité y est d'ailleurs encadrée légalement, et tout le monde sait que cette activité déborde évidemment de ce cadre légal, dans tous les salons dorés.

L'ultra-libéralisme ne se cache pas

Macron fait partie de ces cercles d'influence et de pensée (28), il en a le droit. Il est porté par une idéologie libérale à tendance élitiste, développée depuis plusieurs siècles, parfaitement connue et débattue dans le monde entier. Chacun peut facilement s'informer sur ces théories et théoriciens. En quelques mots bien sûr réducteurs, voir simplistes : la concentration du capital y est considérée comme un outil vertueux, moteur de l'économie. La sacro-sainte croissance étant chargée de redistribuer les richesses par « ruissellement ».

Bref, encore une fois, rien de nouveau et rien que de très normal.

L'art de la communication (et de la propagande) : Le coup de la pyramide, provocation, arrogance, puérilité ou techniques de manipulation des consciences ?

Pour faire le lien, recentrons nous sur l'analyse de la crise épidémique en France qui aboutit à la mise en place actuelle du Pass Sanitaire. Entrons dans le vif du sujet et revenons sur la mise en scène du discours de Macron, immédiatement après l'annonce des résultats de son élection.

Le cadrage télévisuel suivit pas des millions de français, a recréé le fameux-logo du groupe sans doute fantasmagorique que certains « complotistes » accusent d'hégémonisme mondial : la fameuse pyramide surmontée d'un œil des « illuminati » (29). Bien sûr la majorité des Français n'en a jamais entendu parler et n'éprouvera donc aucune surprise devant cette mise en scène.

Une communication parfaitement maîtrisée élitiste et clivante dès l'origine

A ce niveau de pouvoir et d'enjeux, la communication est très bien maîtrisée. Ce choix était donc parfaitement délibéré.

En faisant cela, l'équipe de communication de Macron fait plusieurs choses : elle alimente les fantasmes des plus « radicaux » qu'il est assez facile de décrédibiliser. Dans le même temps, elle banalise ces suppositions (de complotisme, ou d'appartenance à une « élite ») en les mettant sur la place publique, les diluant par là même dans l'opinion plus modérée : « il n'y a plus rien à révéler ».

Aux yeux des cercles de pensée privés, où beaucoup de décisions se prennent, il s'agit aussi de l'affichage d'une arrogance qui est signe de réel pouvoir et de puissance. En affichant au yeux de tous le logo d'un groupe supposé par certains dominer le monde sur un modèle « néofasciste-libéral », Macron s'affranchit aux yeux des lobbys de la tutelle du peuple.

S'il y a arrogance et provocation, cela est parfaitement calculé.

provocations récurrentes dans les moments clés

Macron vient de réitérer exactement la même technique de manipulation lors de son apparition sur Tik Tok début Août 2021 (30).

En arborant un logo qui a alimenté les délires satanistes des sphères complotistes, il alimente les fantasmes d'une frange radicale largement décrédibilisée auprès de l'opinion.

Dans l'inconscient de la masse, la parole des contradicteurs, construite sur des valeurs et des idées, perd en visibilité et crédibilité, associée de fait aux délires complotistes.

Macron ne s'est d'ailleurs ensuite pas fait prié lors de son allocution suivante (31) pour faire le lien, sur le seul ton moqueur (et avec le petit rictus) entre les suppositions farfelues sur son tee-shirt et la parole des anti-Vaccins.

Ce nouveau pied de nez, vise à nuire à la qualité et à l'honnêteté du débat et est un autre clin d'oeil aux sphères privées qui manipulent le débat démocratique afin de servir leurs intérêts.

Réactance et manipulation des esprits, des techniques de pointe

Ce sont des techniques de manipulation et d'agitation assez basiques, parfaitement maîtrisées par les professionnels de la communication (32). Ces techniques sont enseignées aussi bien dans les écoles de commerce qu'étudiées par les scientifiques qui travaillent sur la construction de la conscience et les réflexes conditionnés des mammifères.

Des chercheurs ont montré que « l'effet leurre » (33) qui est une des techniques les plus connues du grand public, fonctionne aussi bien dans le choix des grenouilles et des oiseaux pour leur partenaires sexuels que dans le l'achat d'une voiture ou d'un canapé dans une grande surface.

Dans le cas du discours de Macron et de son « apparition Tik Tok », on pourrait appeler cela « l'effet de décrédibilisation », assez proche de l'effet de leurre quant à son fonctionnement.

Un autre réflexe physiologique du cerveau est assez comparable: En peinture, on le connaît très bien depuis des millénaires : L'oeil (ou le cerveau) projette autour d'une tâche de couleur, sa couleur complémentaire, accentuant donc la perception de la couleur complémentaire ailleurs dans le tableau.

Dans le cas de la communication de Macron : accentuer l'audience des discours complotistes les moins crédibles aux yeux de l'opinion majoritaire, en les « excitants », lie dans l'inconscient de l'opinion tous les opposants même les plus constructifs avec cette sensation de gêne, de folie et d'exagération que véhicule la frange la plus radicale, les rendant inaudibles.

Ce sont des méthodes à la fois subtiles et osées, qui ne servent évidemment pas le débat. Mais pour certains, dans des moments clés, ce qui compte c'est l'objectif à atteindre, pas le débat.

France soir, principal média « complotiste », travaille-t-il pour Macron?

Le terme « complotisme » a envahi les médias français de façon assez spectaculaire il y a environ cinq ou six ans. L'idée que le monde est dominé par des clans qui s'entendent parfois entre eux, est vieille comme le monde ...Le fait que chaque régime cherche à travestir la réalité à son avantage est non seulement une évidence historique, mais a été largement théorisé (33a) (33b). Les complots vérifiés et reconnus, émaillent l'histoire officielle. Cette « amplification » soudaine du terme « complotiste » et la caisse de résonance offerte aux théories « conspirationnistes » interroge.

Il faut bien constater que dans l'esprit populaire, dans l'opinion d'une manière générale, aujourd'hui le terme « complotisme » veut tout et rien dire. Il est simplement péjoratif et décrédibilisant. En effet la presse dominante depuis quelques années, s'attache à assimiler sous ce terme, toute les contestations de l'histoire officielle avec les théories les plus farfelues, Aliens, reptiliens, adorateurs de satan, etc. Cela permet bien souvent de clore le débat assez facilement.

Pourtant par exemple à l'été 2021, concernant le coronavirus, les états unis accusent la chine sur une possible fuite de laboratoire et les chinois accusent les américains...de la même chose. Ils pourraient donc les uns les autres s'accuser d'être « complotistes ». Le plus drôle étant qu'il y a un an, les personnes qui évoquaient cette possibilité étaient, à l'unisson des voix officielles chinoises et américaines, avec le porte voix de l'OMS, moquées comme « complotistes » et vouées aux gémonies.

En France c'est le journal « France soir » qui est estampillé principal média complotiste français par toute la presse « mainstream » (courant principal), qui passe beaucoup de temps à dénigrer ce qui y est publié (34).

Un ancien de Mc Kinsey

Chose très étonnante, cette même presse généraliste, s'attarde peu sur le fait que le directeur de publication, mr Azalbert (35) est un ancien du cabinet Mc Kinsey (36) (sur lequel nous revenons plus loin). Pour compléter les informations de « Conspiracywatch », Mc Kinsey n'est pas simplement « un grand cabinet de conseil », mais aussi LE cabinet de conseil de Macron en matière de stratégie. Mc Kinsey conseille officiellement l'élysée pour la gestion de l'épidémie, et bien sûr sa communication pendant cette crise. C'est aussi Mc Kinsey qui conseillait Macron lors de sa campagne électorale. Le « logo hiboux » tendancieux c'est eux, la pyramide des illuminati c'est eux.

Des partenaires et des capitaux qui posent question

Qui se cache derrière France soir ? La question est fréquemment posée, mais rarement l'objet d'investigations poussées et rendues publiques. France soir répond finalement de la même façon que ses détracteurs et c'est de bonne guerre (36a).

Quand on regarde l'historique des partenaires financiers de France soir et de ses administrateurs (37), on est surpris de voir le capital monter assez rapidement à 4 millions d'euros environ, via une société anonyme d'investissement, malgré des pertes importantes. La dernière recapitalisation importante date de juillet 2019 avec un apport de 2,4 millions d'euros. Le journal licencie pourtant ses derniers salariés en octobre 2019 pour motifs économiques. Parmi ses différents administrateurs récents on trouve surtout des patrons de PME du bâtiment, immobilier, BTP, sortis de HEC, ou ISC (institut supérieur du commerce) ayant pour certains des dizaines de mandats d'administrateurs d'entreprises et un ancien capitaine de vaisseau de la marine nationale.

Un agrément par une surprenante ministre de la culture

Début 2021 Roselyne Bachelot ministre de la culture lance une campagne de dénigrement de France soir autour du renouvellement de l'agrément IPG (information politique et générale), mais lui accorde finalement cet agrément (38).

On se demandait pourquoi Mme Bachelot s'était retrouvée bombardée ministre de la culture, après avoir été ministre de la santé pendant l'épidémie de grippe H1N1...

L'utilité de l'épouvantail dans un système de conditionnement des masses

Le balai est toujours le même, les contradicteurs et assertions « complotistes » sont publiés sur France-soir, les infos crédibles y sont noyées parmi les fantasmes et considérations imprécises. Ensuite toute la presse « mainstream » a beau jeu de se déchaîner en faisant les associations simplistes, « contradicteurs= complotistes=fous » (38a).

« On » aurait voulu créer un épouvantail, dans le sens de ce que décrit le sociologue Stanley Cohen (39), qu' « on » ne s'y serait pas pris autrement. Manifestement d'une manière ou d'une autre, en devenant un ennemi médiatique farouche mais décrédibilisé, France soir fait le jeu de Macron...avec un ancien de Mc Kinsey à sa tête, et des financements sinon miraculeux, au moins mystérieux.

Mr Azalbert est-il vraiment seul ? a-t-il « vu des choses » chez Mc Kinsey et il tient à combattre Macron ? A-t-il le soutien des « russes » (39a)(39b) ? Quelles que soient les ficelles qui agitent France-soir, dans un jeu de déstabilisation apparent, pour Mc Kinsey et Macron, ils tiennent parfaitement leur rôle d'épouvantail (39c).

Qu'est ce que « McKinsey » le cabinet privé qui conseille Macron ?

Pour introduire un peu de légèreté dans le drame de science fiction que nous sommes en train de vivre : comme évoqué en introduction, comme pour Némó dans le film Matrix (39d), c'est le moment cher lecteur de reprendre un peu de pilule rouge et de descendre au fond du gouffre. Tout est public, tout est consultable sur internet.

Ce qui suit est du « copier-coller » de l'article de Wikipédia, mais cliquez plutôt sur le lien (40) :

McKinsey est le cabinet de conseil qui a incité l'entreprise Enron à mettre en place des pratiques comptables douteuses et à orienter la stratégie de l'entreprise vers le trading d'électricité et de matières premières. En 2001, le scandale financier Enron éclate et l'entreprise fait faillite. La responsabilité de McKinsey est soulignée par la presse financière.

En 2006, McKinsey aurait recommandé à l'entreprise Boeing de corrompre des fonctionnaires indiens afin d'exploiter une mine de titane. Dans une présentation PowerPoint, les consultants de McKinsey auraient identifié, pour les dirigeants de Boeing, huit fonctionnaires indiens à corrompre. McKinsey a réfuté ces accusations. McKinsey a contribué à la crise économique et financière de 2007-2008 en encourageant les banques à titriser les crédits immobiliers de leurs clients via des MBS (Mortgage Backed Securities) et à augmenter les montants de dette dans leur bilan afin de bénéficier d'effets de levier contribuant ainsi à augmenter leur exposition au risque.

En 2012, Rajat Gupta, directeur général de McKinsey de 1994 à 2003, est reconnu coupable de délits d'initié et est condamné à 2 ans de prison.

En 2015, McKinsey effectue une mission auprès du gouvernement d'Arabie Saoudite afin de déterminer l'opinion de la population à propos des réformes économiques d'austérité mises en place pour compenser la baisse du prix du baril de pétrole. Dans une note de 9 pages, les consultants de McKinsey relèvent que 3 personnes (l'écrivain et journaliste Khalid al-Alkhami, M. Abdulaziz un dissident saoudien exilé au Canada, et un internaute anonyme postant sous le nom de Ahmad) formulent des critiques particulièrement virulentes à l'égard des réformes menées par le gouvernement. Après la remise de la note, Khalid al-Alkhami est arrêté et deux de ses frères sont emprisonnés.

En 2016, le cabinet McKinsey est impliqué dans le scandale et l'effondrement en bourse de Valeant Pharmaceuticals. Le New York Times révèle un potentiel conflit d'intérêts entre les consultants de McKinsey et le hedge fund MIO Partners appartenant au cabinet McKinsey.

En 2018, le New York Times révèle que le cabinet McKinsey travaille pour le compte de plusieurs gouvernements autoritaires comme celui de la République Populaire de Chine. McKinsey a estimé que l'article du New York Times peignait « une image trompeuse » du cabinet.

En 2018, McKinsey est impliqué dans un scandale de corruption et de blanchiment d'argent pour la famille Gupta en Afrique du Sud. En 2018, McKinsey accepte de rembourser près d'1 milliard de rands perçus en commissions via les contrats liés à l'affaire et rembourse 650 millions de rands supplémentaires en décembre 2020.

En décembre 2020, l'entreprise est impliquée dans le scandale des opioïdes avec Purdue Pharma, qui commercialise l'OxyContin aux USA, et Johnson & Johnson. La société de conseil est notamment accusée d'avoir fait des recommandations marketing à ces fabricants d'opioïdes afin d'accroître leurs ventes. D'après les documents judiciaires produits par les plaignants, le cabinet de conseil a recommandé au groupe pharmaceutique de se concentrer sur les dosages élevés considérés comme les plus lucratifs. On estime que la consommation de telles substances sur ordonnance a quadruplé entre 1999 et 2018, période visée par ces procédures, et pendant laquelle près de 500 000 Américains sont morts des suites d'un usage abusif d'opioïdes. En février 2021, la presse révèle que McKinsey accepte de verser 573 millions de dollars pour clore les procédures engagées par 49 États américains. L'entreprise n'a ni reconnu ni rejeté les faits qui lui étaient reprochés.

Le recours par le gouvernement français à ce cabinet de conseil pour les questions logistiques de la campagne de vaccination contre le covid-19 suscite la polémique,

Voilà donc qui conseille Macron depuis sa campagne électorale, voilà qui alimente les rumeurs complotistes à coup de communication provocante. Ils sont les conseillers des dictatures et certainement les agents de liaisons entre groupes partageant les même objectifs.

Ils sont très forts.

De la propagande, de très haute technologie

Tout est public, et pourtant vous n'en aviez jamais entendu parler...étonnant non ? Vous ne pourrez pas reprocher à la presse mainstream d'avoir caché cette réalité, elle en a parlé, mais vous ne vous en souvenez plus... Voilà ce qu'est un système de propagande en démocratie au début du 21ème siècle : un système très élaboré et d'une efficacité formidable (41).

La propagande est une des disciplines phare de l'ingénierie sociale (42) (42a). Envoyer un vaisseau spatiale sur mars demande un niveau d'ingénierie extraordinaire . Vous pouvez être assurés que les gouvernants ou multinationales qui soutiennent les programmes spatiaux sont tout aussi intéressés par l'ingénierie sociale et aussi avancés dans le domaine (43) (44)

Nos réflexes conditionnés, outils de blocage

le refoulement Freudien, ce qu'on ne veut pas voir. La pilule bleue

Ce qui est évoqué dans cette scène du film « Matrix » ou le Héros en quête de conscience doit choisir entre la pilule bleue et la pilule rouge, c'est le principe du refoulement Freudien (45). Le héros se retrouve mis face à lui même et a le choix entre regarder la réalité comme elle est, en avalant la pillule rouge, ou retourner dans un monde de rêves en avalant la pilule bleue.

Ce principe, nous vivons avec tous les jours. Il a pour principal vertu positive de nous faire éviter ce qui nous fait souffrir, ce qui est désagréable, ennuyeux. c'est un réflexe de base absolument nécessaire à la construction psychologique. Il est en lien direct avec l'évitement de la douleur et donc l'instinct de survie. Dans les cas de choc émotionnel, cela passe parfois par le déni de réalité (46).

Mais, nous sommes aussi programmés pour faire front. Notre quotidien consiste surtout à nous adapter et à faire notre place dans notre environnement, même quand il n'est pas toujours, entièrement favorable, les mécanismes de libération de l'esprit et de déblocage, fonctionnent également !

Notre relation à l'information est aussi soumise à ces filtres psychologiques et nous avons tendance à vouloir rester dans notre zone de confort et à ne pas voir ce qui est trop insupportable...jusqu'à ce que nous ne puissions plus faire autrement.

Nos parents nous gouvernent

Les valeurs que nous avons développées pour vivre en société sont des valeurs qui favorisent l'interaction sociale ou prédominent il faut l'espérer, le respect, la politesse, la générosité, la non violence, l'empathie etc... Nous les avons développées depuis la plus tendre enfance. Nous nous faisons « gronder » lorsque nous les transgressions.

Il est parfois difficile pour un individu qui n'a jamais exercé le pouvoir d'en comprendre la dimension cynique ou violente. En effet, depuis la nuit des temps et à de rares exceptions près, le pouvoir est un lieu où le rapport de force l'emporte sur les conventions sociales. Le pouvoir s'exerce pourtant aussi dans nos vie, dans les rapports dominants dominés que nous apercevons au quotidien, entre hommes et femmes, adultes et enfants, minorité et majorité, où parfois les valeurs humaines sont écrasées par le rapport de force.

Ce paternalisme qui nous empêche de grandir

Nos gouvernants, dans la symbolique psychologique, sont associés à nos parents, que nous avons côtoyés si longtemps en situation de dépendance. Ils sont ceux qui savent, ceux qui peuvent agir

pour eux même ou en notre nom. Le paternalisme des gouvernants vise a entretenir cette association psychologique (47).

Il est extrêmement douloureux pour un enfant de s'apercevoir que ses parents sont imparfaits, encore plus s'ils sont cyniques ou violents. Les psychothérapies reviennent constamment sur notre rapport à nos parents, car c'est souvent là que sont apparus les premiers processus de refoulement propices aux univers imaginaires. Ces névroses parfois bénignes parfois gênantes ont pour objectif originel de se créer une zone de confort où il est supportable de vivre.

Il est difficile pour un citoyen persuadé de vivre en démocratie d'accepter que ses « gouvernants-parents » soient éventuellement cyniques ou violents, voir manipulateurs. Ce processus jouera beaucoup dans sa perception de l'information. Il n'est donc pas nécessaire de lui cacher systématiquement ce qui pourrait être à dénoncer, il aura une tendance naturelle à en diminuer la gravité ou a en oublier l'information.

Ledit citoyen a aussi, il faut le lui souhaiter, beaucoup mieux à faire de sa vie que de passer son temps à traquer les caprices des puissants.

La libération de la conscience

Une fois conscientisés ces petits réflexes qui caractérisent notre rapport à l'information, nous sommes sans doute un peu plus libres dans notre recherche et notre analyse de celle-ci et le risque s'amenuise de voir ceux qui la distillent s'en servir pour nous orienter. Nous pouvons ainsi constater régulièrement une différence notable entre ce qui est disponible comme informations et ce que retient la majorité.

II ème partie : compréhension de l'épidémie et recherches en génomiques (la crise épidémique se déroule dans un contexte de nouvelles technologies)

L'histoire des épidémies comme nous la comprenons (nous, les « non-sachants »)

Les virus ont toujours existé et les grandes pandémies ont régulièrement émaillé l'histoire de l'humanité. L'histoire des maladies virales semble être l'histoire des mutations qui permettent à un virus de changer d'espèce hôte et d'apparaître soudainement (48).

Plus les populations sont importantes et concentrées, plus les virus se multiplient et opèrent des mutations. Plus ces concentrations de populations sont en contact avec d'autres espèces, plus elles ont de chance de réussir le saut inter-espèce, « l'acquisition de capacité », le « gain de fonction ».

D'une manière générale, les virus ont tendance a muter vers moins de létalité. En effet, le virus a tout intérêt a laisser en vie son espèce hôte et a « cohabiter ». Mais pour beaucoup des grandes épidémies qui ont marquée les mémoires, c'est surtout l'immunisation des personnes ayant été infectées et ayant survécu qui a fait reculer la maladie.

En l'absence de vaccins, les techniques d'isolement ont montrées leur efficacité depuis le moyen âge, avec les quarantaines imposées dans les ports par exemple qui manifestement ralentissaient la contamination.

La fièvre Ebola en 2016 semble avoir été stoppée grâce au travail intense d'identification d'encercllement et d'isolement. L'épidémie de SRAS en 2003 aurait également été contrôlée, grâce à ces techniques de surveillance renforcée.

Il semble indéniable que les campagnes de vaccinations ont permis d'éradiquer certaines maladie en créant une immunité collective. C'est ce que nous proposons ou plutôt nous imposent nos gouvernants en ce moment pour lutter contre le covid19 (49).

Les épidémies en Asie du Sud-Est

Depuis une centaine d'années. Plusieurs « grandes épidémies » ont eu lieu dans le monde, grippe « espagnole » de 1918, grippe asiatique de 1957, grippe de hing kong de 1968 et plus récemment toujours en Asie du Sud Est, les épidémies de grippe A, H1N1, H5N1, SRAS. Nous en avons tous beaucoup entendu parler, ce à quoi on peut ajouter l'épidémie de MERS-cov au moyen orient en 2012, Ebola en afrique occidentale (49a).

Les virus ou bactéries, n'ont jamais eu besoin des puissants pour exister et se répandre. Elles les ont parfois déstabilisés, et ont fait souffrir les populations. Il est logique, pour les pouvoirs en place qu'ils soient démocratiques ou non, de lutter contre ces épidémies et les anticiper, c'est même leur devoir et leur rôle. Il est légitime d'espérer et de penser qu'ils le font pour le bien commun. Il n'y a aucun doute que la très grande majorité des personnes travaillant en lien avec les appareils d'état engagés dans une lutte contre une épidémie, le font sincèrement et de tout coeur.

Cela n'est pas incompatible avec le fait que d'autres (ou parfois les mêmes), chercheront également à tirer profit de la situation. Ce n'est pas être paranoïaque que de dire cela, c'est une constatation qui encore une fois se rapproche d'une lapalissade. Combien d'entreprises ont fait fortune sur des situations de crise. Les guerres elles même rapportent toujours, au moins à quelques uns.

Les pouvoirs connaissent de tout temps, l'importance des risques liés à l'apparition des épidémies. Ils étudient depuis toujours la possibilité d'en tirer des bénéfices. En dehors de l'intérêt commercial éventuel, surtout depuis l'apparition d'une industrie du médicament au XXIème siècle, le risque épidémique peut être un outil de propagande et de coercition très utile.

Il est légitime de craindre que l'épidémie soit perçue par les pouvoirs comme une opportunité permettant de mettre en place des outils de contrôle des populations comme le fameux « pass sanitaire » (traçage en continu obligatoire).

Les évolutions technologiques spectaculaire récentes

la lecture du génome, une porte ouverte sur la science fiction

Le projet de séquençage du génome humain a été lancé en 1985...il y a près de quarante ans. Conduit sous l'égide d'un consortium international (HuGO) à partir de 1988, le projet aboutit en 2004 avec le séquençage complet du génome humain (49b).

A partir de 1998, en parallèle, une initiative privée, menée par l'entreprise Celera, aboutit à un succès analogue. Celera a reconnu avoir puisé dans les données publiques du consortium international (50).

Il est inutile pour le citoyen lambda préoccupé par sa vie quotidienne de se tenir informé de ces évolutions scientifiques et d'en mesurer le caractère et le potentiel extraordinaire. Les conséquences en sont tellement vertigineuses que la moindre projection de ce qu'elle permettront de faire, dépasse allègrement la plupart des scénarios de science fiction avec lesquels nous avons grandi. Nous sommes facilement pris de vertige et préférons refermer ce livre et retourner à notre quotidien, accessible et léger (51).

Aujourd'hui, la lecture mais aussi l'assemblage de nucléotides se fait par ordinateurs de plus en plus puissants, à une vitesse toujours plus rapide. Le génome peut être manipulé comme des légos en entrant les codons par voie informatique. Un génome entier peut être lu et même assemblé en quelques heures, peut être quelques minutes (52).

La place de l'éthique

La recherche publique, mais aussi privée, continue de traduire la signification de ses gènes et leurs interactions, ils avancent à grands pas, de façon chaque jour plus rapide et sont certainement plus avancés que ce qu'on connaît publiquement, sachant que ce qui est connu, donne déjà le vertige à la plupart d'entre nous ! Nous...ou plutôt « ils » sont à la porte d'avoir interprété entièrement le génome humain. Nous pouvons déjà le reconstruire entièrement par ordinateur. Imaginez les questions d'éthiques fondamentales que cela pose (53).

Il ne faudrait pas que ces techniques tombent entre de mauvaises mains...(54).

Enjeux stratégiques, la piste de l'argent

Confiscation du savoir par le secteur privé

Revenons sur Celera (55), l'entreprise privée qui a travaillé en parallèle du consortium public international sur le séquençage du génome humain (56).

Face aux formidables enjeux éthiques et stratégiques, le consortium a été une réponse publique et mondiale au risque réel de guerre qu'engendrerait la confiscation de l'acquisition de ces connaissances et techniques par quelques uns. Aucune grande puissance ne pouvait accepter de prendre du retard dans ce domaine. Il s'agit d'une « arme potentielle » immensément plus puissante qu'une bombe, et d'un enjeu stratégique sans commune mesure avec un simple différent frontalier.

Le consensus scientifique sur cet enjeux a été évident.

Pourtant, en 1998, un scientifique Craig Venter, via l'entreprise celera, en avançant des méthodes de travail différentes, s'affranchit de l'accord international et se lance dans la recherche privée, avec le soutien d'une grande entreprise du secteur scientifique Perkin-Elmer (57). Cette initiative provoqua un tollé international, pourtant Celera pourra continuer ses recherches en parallèle de l'initiative internationale.

Secteur privé, militaire, et le politique dans tout cela?

Remontons la piste de l'argent pour comprendre à qui profite cette initiative qui provoqua un scandale éthique.

Celera a été montée avec le soutien principal de Perkin-Elmer. Perkin-Elmer est une entreprise pharmaceutique liée au secteur de la défense américaine. De nombreuses fusions et rachats avec d'autres grandes entreprises ont régulièrement réorganisés les capitaux, en fonction sans doute des négociations stratégiques et partenaires entrant. Ces fusions ou rachat sont tellement réguliers, qu'on peut se demander si le très grand capital n'organise pas ses restructurations financières suivant des algorithmes complexes, qui auraient aussi pour intérêt d'en rendre le suivi plus difficile. Malgré ce brassage apparents, les capitaux qui contrôlent ces entreprises semblent rester toujours dans les mêmes mains.

Sans entrer dans tous les détails, voici un résumé à grands traits.

En 1992, Perkin-Elmer fusionne avec Applied Biosystem (57a) pour créer Applera (57b), En 1999 P-E est racheté par la division non gouvernementale de EG&G Inc. EG &G est une entreprise de défense américaine (58), ayant une partie publique et une partie privée, à travers des montages financiers qui évoluent sans cesse.

EG&G appartenait à 100 % au Carlyle group (59) de 1999 à 2001. En 2001, parmi les investisseurs de Carlyle, on trouve la famille Bush et la famille Ben Laden qui se trouvaient tous réunis pour le conseil d'administration à Washington le 11 septembre 2001. Nombre d'administrateurs de Carlyle proviennent du gouvernement Bush et réciproquement.

En 2014 ce montage devient Thermo Fischer Scientifique (60). Les actionnaires de TFS sont les grands groupes que l'on retrouve au cœur de tous les géants mondiaux de l'économie et que nous citons au début de ce petit ouvrage. On y retrouve donc le vanguard group (61) et Black rock par exemple ; Black rock où siège le gouvernement chinois via un de ses fonds souverains le CIC !

Celera est racheté par Quest diagnostic (qu'on retrouvera comme producteurs de test PCR) qui appartient plus ou moins précisément aux mêmes actionnaires (61).

Pour faire simple, toute cette industrie et ses capitaux sont interconnectés avec l'industrie de la défense américaine, elle-même assise au cœur même du pentagone.

Rumsfeld, le pentagone et big pharma.

A cela on peut ajouter une « anecdote » supplémentaire. Donald Rumsfeld (62), qui a été deux fois secrétaire de la défense (chef du pentagone) sous les gouvernements Ford (pendant que Bush-père était directeur de la CIA), puis sous celui de Bush-fils lors de la destruction du world trade center, puis de la guerre d'Irak, a été entre temps, directeur de deux grandes firmes pharmaceutiques :

D'abord de GD searle qui deviendra Pfizer après avoir appartenu à Monsanto, puis de Gilead qui obtiendra un contrat avec l'armée américaine pour « gaver » les soldats de « Tamiflu », médicament contre la grippe aviaire. C'est aussi Gilead qui commercialise le fameux redemsvir.

Parmi les actionnaires de ces grandes firmes, toujours les mêmes...

Pour conclure, c'est bien le gotha du capital international qui a investi dans la recherche génomique privée, malgré les appels de la communauté internationale à maintenir cette recherche dans le domaine public. Manifestement, pendant que le gouvernement américain se joignait aux voix qui

s'élevaient contre la captation de la recherche en ce domaine par une sphère privée, il l'organisait en coulisse.

La recherche génomique, le sentiment de la puissance divine.

Loin de moi l'envie de donner un cours de génomique ni de vous en retracer l'histoire, je n'en suis pas capable. Nombre d'ouvrages et de reportages de vulgarisation existent et sont accessibles à tous (62a). Il en est de même en matière de publications scientifiques pour ceux qui souhaitent pousser plus loin les investigations (62b).

En France, l'approche surprenante et soudaine d'une vaccination obligatoire en réponse à une pandémie manifestement anticipée par certains, nous a obligé à nous informer rapidement sur les recherches en génomiques en cours pour essayer de comprendre si il y a des anguilles sous la roche.

Génomique où en est on ?

En accédant aux seules publications de vulgarisation disponibles sur le web, nous comprenons que la réécriture du génome est déjà possible et que la compréhension du rôle de chaque gène n'est sans doute pas très loin(3).

Les géants de l'industrie et du capital ainsi que les plus grandes puissances étatiques, semblent engagées dans une nouvelle course technologique vers ce que certains gourous appelle « la singularité » de l'évolution en matière d'intelligence artificielle (63).

Technologie et néo-mysticisme

Que ces mysticismes technologiques soient réalistes ou non est une chose, le fait que les GAFA « y croient » en est une autre. Il est important de rester vigilants sur l'idéologie ou les fantasmes qui sous tendent leur développement, car elles sont devenues omniprésentes dans nos vies. L'embauche par Google, de Mr Ray Kurzweil rapproche la science appliquée de la pensée mystique (64).

Les perspectives possibles, semblent être envisagées à très court terme par les groupes qui investissent dans ces domaines. Ils nous l'affirment : l'humain « augmenté » et le « transhumanisme » sont pour demain matin. Les plus fous d'entre eux, rêvent même d'immortalité. Ils semblent penser qu'elle est « à portée de leurs mains »...mais pas nécessairement des nôtres.

La génomique en virologie, état d'avancement.

Depuis quelques années et la découverte en 2012 de la technique dite « CRISPR-cas9 », il est devenu relativement simple de modifier les génomes, de les couper, de les agencer, de pratiquer ce qu'on appelle l'édition génomique (65). La recherche en ce domaine avance de façon exponentielle. Dans quelques années il ne fait guère de doute que la compréhension de l'expression des gènes sera très aboutie. Début 2014, près de 4000 virus avaient déjà été séquencés (66). où en est on aujourd'hui ?

les recherches en « gain de fonction », des milliers de variants

La recherche en « gain de fonction » (GoF, Gain of Function, en anglais) est le fait d'étudier les capacités de mutations des virus qui leur permettent de s'adapter à une nouvelle espèce hôte (66a). Il s'agit en résumé, de créer des « mutants » adaptés à une nouvelle espèce, pour mieux étudier les mécanismes de cette mutation et contrecarrer l'éventuelle apparition d'une mutation naturelle en travaillant déjà sur les antidotes, les vaccins (67).

Les risques

Certains scientifiques ont pu écrire « faire de la recherche en gain de fonction, c'est un peu comme chercher une fuite de gaz à l'aide d'un briquet » (68). Pour les citoyens en général, ces

recherches demeures inconnues et proches de la science fiction, elles sont pourtant devenue assez courantes et banales.

Aux USA, en octobre 2014 l'administration Obama, à priori pour limiter les risques liés a ce type de recherche décrétait un moratoire et les encadrait plus strictement en les autorisant de façon exceptionnel (69). C'est l'administration Trump qui a levé ce moratoire en 2017 (70).

Liens financiers entre le laboratoire P4 de Wuhan et le ministère de la santé américain (NIH).

Le moratoire, un faux semblant ?

Malgré le « moratoire » en cours au états-unis entre 2014 et 2020, les recherches en gain de fonction ont continuées, avec le soutien financier de l'état américain.

Des recherches conjointes civiles et militaires, associant scientifiques chinois et américains sont menées depuis l'épidémie de SRAS de 2003 (71). Ne pouvant en théorie, plus être menées sur le territoire américains, c'est donc le laboratoire P4 de Wuhan, fruit d'une collaboration entre la Chine et la France qui a été le théâtre de ces recherches subventionnées (72).

Dans le même temps, on s'imagine mal que le laboratoire militaire de Fort Detrick, se soit vraiment considéré sous le coup de se moratoire.

Fauci et le contournement du moratoire

L'affaire a fait scandale récemment eux états unis, mais a été peu relayée en France par les médias dominant.

Lors d'une commission d'enquête parlementaire, le sénateur Ron Paul (néo-trumpiste du tea party) a interrogé le Dr Fauci (72a), directeur du NIAD (National Institute of Allergy and Infectious Disease) qui dépend directement du ministère de la santé (NIH). Il lui demandait de reconnaître que les subventions accordées au laboratoire de Wuhan via l'organisme « ecohealth alliance » fondé par Peter Daszak (72b) (nous reviendrons sur Mr Daszak à propos de l'enquête de l'OMS), étaient bien dédiées à la recherche en « gain of function »(72c) .

Ces subventions, orientées sur les gains de fonctions en dépit du moratoire en vigueur, seraient donc illégales. Cela induirait également que Mr Fauci aurait menti devant le sénat, ce qui constitue un crime fédéral (73).

La recherche en gain de fonction

Malgré les dénégations de Mr Fauci , ce sont donc 3,7 millions de dollars qui ont été attribués via « ecohealth » en 2014 au laboratoire chinois par le NIH, dont 600 000 dollars environ pour la recherche en gain de fonction.

Les états unis ont subventionné depuis des années, des recherches ultra sensibles dans un laboratoire ultra sécurisé chinois, sous l'oeil de la France. Ces collaborations militaires et civiles, entre Chine et États-unis en matière de recherche sur les coronavirus SRAS durent depuis au moins 2003. Ces recherches visaient entre autre à fabriquer des coronavirus transmissibles à l'homme...en théorie afin d'anticiper une éventuelle apparition naturelle.

l'absence d'espèce intermédiaire et le caractère artificiel du virus.

Aujourd'hui, à l'été 2021, l'ensemble de la communauté scientifique semble s'accorder sur le fait que le virus est plausiblement d'origine artificielle (74). Les coronavirus connus ne semble pas avoir été capables de passer directement de la chauve souris à l'homme. Une adaptation naturelle suppose qu'il se soit adapté d'abord à une espèce intermédiaire.

Les centaines de milliers de séquençages de virus effectués depuis 18 mois sur les espèces proches hébergeuses de coronavirus, n'ont pas permis de faire apparaître les mutations intermédiaires qui expliqueraient cette transmission inter-espèce, ce « gain de fonction » naturel.

Pour la plupart des scientifiques, si l'origine était naturelle l'hôte intermédiaire aurait déjà été identifié. Les coronavirus « mutants » capable de s'adapter à l'homme ayant été manipulés et créés en

laboratoire depuis des années, il apparaît de plus en plus plausible que ce soit l'un ou plusieurs de ceux ci qui soient en circulation.

La presse « mainstream » ne peut plus taire cette hypothèse qu'elle s'attachait pourtant avec véhémence, à ranger au rang des théories « complotistes » farfelues il y a encore quelques mois (74a).

On peut sourire jaune, malgré tout, devant les circonvolutions ampoulées de cette presse qui continue à minimiser ce qui semble de plus en plus clair. A chaque fois qu'on lit « l'hypothèse la moins probable », il va falloir s'habituer à ce que finalement ce soit bien celle là qui se révèle vraie... Même l'administration Biden et le tout puissant Dr Fauci sont en train de reconnaître ce qu'ils ne peuvent plus cacher (75).

Les laboratoires p3 dans le monde et les coronavirus

On apprend en écoutant les scientifiques et professionnels de la recherche que les coronavirus sont étudiés dans les laboratoires de type P3 et même P2 (76). Ces codes P2, P3 et P4 représentent les niveaux de sécurités exigés dans les laboratoires.

Le niveaux de sécurité exigés pour les coronavirus sont donc P2 pour la collecte et P3 pour l'étude, P4 pour l'ultra haute sécurité. Les coronavirus sont donc étudiés assez couramment dans de nombreux autres laboratoires dans le monde, que le seul laboratoire P4 de Wuhan.

Un accident de laboratoire de Wuhan ?

Pourquoi s'attarde donc t'on autant sur le laboratoire de Wuhan, puisque les coronavirus circulent et sont étudiés dans beaucoup d'autres laboratoires public ou privés autour de la planète ? La réponse semble à priori évidente : L'épidémie est partie de là bas. Ce sont la ville et la région qui ont été les premières touchées par l'épidémie.

Les épidémies de virus type SRAS sont récurrentes en Asie du Sud-Est. Il est donc tout à fait plausible que cette épidémie soit d'origine naturelle.

Pourtant d'un point de vue très technique, lié à l'étude des génomes, la communauté scientifique exprime des doutes de plus en plus aigus. Ceci du fait de l'absence des séquences manquantes expliquant les mutations permettant le « saut d'espèces ». L'origine artificielle du virus devient de plus en plus crédible. Wuhan abrite un laboratoire de type P4, travaillant notamment à la création de virus mutants des coronavirus. L'explication est donc toute trouvée.

Bien sûr cette hypothèse redonne de la crédibilité à une épidémie vraiment...regrettable. Cette épidémie n'est peut être plus naturelle, mais elle resterait accidentelle. « politiquement » c'est presque la même chose finalement (76a).

L'enquête de l'OMS, une enquête en plusieurs temps.

Reprenons l'article de Québec Science (74a). Il est question d'une lettre de février 2020, co-signée par une trentaine de scientifiques (dont Mr Peter Daszack), publiée dans la fameuse revue « the Lancet » (dont on reparlera un peu plus loin). Cette lettre (77) s'offusque en termes grandiloquents et larmoyants des théories, désinformations, rumeurs « conspirationnistes » mettant en doute l'origine naturelle du virus.

Des communiqués de l'AFP de la même époque, laissent pourtant supposer (77a) que cette hypothèse ne semblait déjà, pas si improbable à cette époque pour les personnes bien renseignées. Mais l'administration américaine refermait également cette hypothèse (78).

L'OMS clos l'affaire dans son rapport de mars 2021 (79) et juge extrêmement improbable l'accident de laboratoire, et possible à très probable l'origine naturelle.

Les conflits d'intérêts mènent l'enquête.

On remarque que Mr Daszack fait partie de l'équipe internationale de l'OMS chargée d'enquêter sur l'origine du coronavirus. Il est le seul représentant des états-unis (80).

Mr Daszack finançait les recherches en gain de fonction sur les coronavirus dans le laboratoire de Wuhan pour le compte du NIH (ministère de la santé américain). Il est aussi initiateur et signataire de la lettre des 27 scientifiques du Lancet rejetant les thèses dites « conspirationnistes ». Enfin, il fait aussi partie de l'équipe de l'OMS chargée d'enquêter sur l'origine du virus, donc aussi sur les travaux qu'il finançait...

Cherchez l'erreur.

Une conclusion qui ne conclut rien.

Au printemps 2021, tout ce beau monde conclut à une origine naturelle du virus « hautement probable », tout en se plaignant des difficultés faites par le gouvernement chinois pour enquêter dans de bonnes conditions. Le rapport se garde toutefois de conclure fermement, et laisse « ouvertes » toutes les pistes d'investigations...(81).

S' « ils » avaient voulu éteindre l'incendie, sans prendre de risque au cas où « ils » se feraient pincer, en faisant porter la responsabilité des incertitudes au gouvernement chinois (méchante dictature opaque), « ils » n'auraient pas fait mieux.

« Circulez , il n'y a rien à voir, on ne saura jamais vraiment ».

L'OMS relance l'enquête. est elle saisie d'un sentiment de probité ?

A la surprise du « grand public », à peine trois mois plus tard, l'OMS décide de relancer l'enquête sur l'origine artificielle du virus. Pourquoi donc « l'incendie » a t'il repris ?

Un groupe de scientifique lance un appel à continuer les investigation (82) notamment sur la base de données manquantes qui posent questions et suggèrent une dissimulation (83).

MAIS, c'est surtout un groupe hétéroclite d'internautes ayant joué les lanceurs d'alerte qui remet la pression sur l'OMS et motive les scientifiques à offrir une porte de sortie à l'OMS en leur lançant cet appel.

Sous la pression des lanceurs d'alerte.

Ce groupe d'internautes, se faisant appeler « DRASTIC team » (83a) se serait constitué spontanément autour d'un surnommé « the seeker » (83b) . Celui-ci avait exhumé dans les bases de données universitaires chinoises des données manquantes apportant du crédit à l'hypothèse d'une origine artificielle. « Drastic team » aurait en effet retrouvé des études de 2013 et 2016 sur des souches provenant de chauve souris et proches du coronavirus responsable de la pandémie. Or beaucoup de ces données ont été effacées des bases de données dès septembre 2019 (84).

Ces révélations s'étant révélées très crédibles, Mme Shi Zenghli (responsable du laboratoire de Wuhan) a du admettre ces études et la connaissance (sous un autre nom : btcov/4991) dès 2013 du virus RaTg13 soit disant découvert en 2019. Elle a cependant éludé ces responsabilités à force de pirouettes peu appréciées par la communauté scientifique incrédule (84a).

A ce propos il est intéressant de se rappeler que la docteure Li-Meng Yan avait dénoncé dès juillet 2020 (84b) la suppressions de bases de données liées à l'origine du virus qu'elle considérait comme étant d'origine artificielle. Réfugiée aux états unis, elle avait alors été vilipendée et associée à l'extrême droite américaine par l'entièreté de la presse dominante (84c) (85).

Sous la pression de l'équipe de « DRASTIC team », à l'été 2021 cette hypothèse semble finalement devenir la nouvelle « version plausible officielle » de l'équipe de Jo Biden...avec toujours cette conclusion « on ne saura jamais vraiment »...(à cause des méchants chinois).

Les tristes efforts de la presse dominante.

Cette affaire faisant suite aux trouvailles de ces enquêteurs indépendants, a été assez mal relayée par la presse principale française et internationale. Il est assez difficile de retrouver ces informations afin d'informer le grand public de manière simple et claire.

En observant l'entêtement de La presse « mainstream » à refuser de conclure à l'origine artificielle du virus, à systématiquement entretenir le flou et surtout à ne jamais évoquer une éventuelle intentionnalité, on commence à comprendre à quelle point cette presse est « tenue en laisse » (85a).

Après avoir crié au complotisme, en chœur pendant des mois (85b), Libération (86), le point (87), le monde (87a), qui dans une vidéo à priori très scientifique réalise en 2020 ce qui apparaît aujourd'hui au regard des dernières données scientifiques comme étant un document de propagande, France info bien sûr (87b), etc.

TOUS les journaux sans exception, terminent leurs articles sur la note « on suppose, on ne sait pas vraiment, on ne saura jamais, on ne peut pas écarter l'origine naturelle » et cela au titre de...la rigueur scientifique...(88)

La libération de la parole scientifique.

Pourtant la communauté scientifique internationale elle, ne semble pas être dupe et les paroles se libèrent (88a) (74a) (88b).

The Lancet a demandé aux 27 co-signataires de la lettre de février 2020 de réévaluer leur position, et a publié la réponse de Mr Daszak aux interrogations de lecteurs sur d'éventuels conflits d'intérêt (88c). The Lancet a finalement récusé Mr Peter Daszak de ses capacités à publier sur les origines du coronavirus.

Le peu qu'il reste de presse ou de publications indépendantes sont enfin prises au sérieux, comme le superbe travail du journaliste d'investigation et de synthèse de Mr Brice Perrier (88d).

La fausse réouverture d'une enquête qui ne « re-conclura » rien...

C'est donc sur cette base des documents révélés par les lanceurs d'alerte que l'OMS se trouve dans l'obligation de rouvrir l'enquête si confortablement installée dans l'impasse et l'incertitude (88e).

Cette fois les Chinois se montrent encore plus intransigeants et encore moins coopératifs avec l'OMS. C'est vraiment pas de chance...Chacun se renvoie la balle et en attendant on noie le poisson encore une fois, avec l'aide de la presse aux ordres (88f) dont l'AFP bien sûr (88g) (88h). Il se pourrait bien finalement bien que cela arrange tout le monde...à commencer par Mr Peter Daszak bien sûr (89).

Une (ou deux) ministre(s) Française en agent de liaison ?

On est en droit de se demander si ce n'est pas pour participer à cet « étouffage d'incendie » que Madame Buzyn a été nommée à l'OMS en janvier 2021 en tant que « chargée des relations multilatérales » (90). Après la cacophonie de la gestion de la crise sanitaire en France et la pénurie de masques organisée sous son ministère (si on exclut l'hypothèse d'une pénurie organisée) on ne peut pas croire que Mme Buzyn ait été nommée pour ses compétences. Il y a donc sans doute une autre raison.

On se rappelle en passant, que la ministre précédente (pendant tout le mandat Hollande), Mme Marisol Touraine (91) a elle été nommée à la tête de d'Unitaid (organisation onusienne de gestion internationale de l'approvisionnement de médicaments). Mme Touraine siège également au conseil d'état...utile au cas où on aurait besoin de faire passer des lois sanitaire d'exception. C'est elle qui fit passer la loi de « modernisation » du système de santé (tant décriée pour ses conséquences lors de la gestion de la pandémie, notamment la pénurie de masques), mais nous y reviendrons.

Mensonges, incohérences autour de Wuhan, un bal bien orchestré.

L'enquête de l'OMS est complètement discréditée. Sans lanceurs d'alerte travaillant avec la communauté scientifique, aucune conclusion de sortira jamais. La volonté de cacher la vérité semble évidente et le balai de mauvaise foi entre Chinois, Français et Etats-Unis, est très bien organisé pour « fabriquer l'écran de fumée » (91a).

Les Français qui sont à l'origine de la transmission du savoir faire pour la construction du laboratoire se sont plaint d'avoir vu les travaux s'y déroulant leur échapper. Les chinois les ayant finalement soit disant peu associés aux recherches (92). On a du mal à croire que la France n'ait, ni vu le coup venir, ni alerté leurs partenaires américains, qui eux continuaient à travailler de concert avec les équipes chinoises, en les finançant.

L'accident de laboratoire de Wuhan, un « contre-feu » intellectuel et médiatique?

Il a fallu presque deux ans pour que l'accident de laboratoire devienne la version « quasi » officielle des faits. Pourtant un vrai paradoxe subsiste. Autant les dissensions entre grandes puissances s'affichent aux yeux du public, autant on s'aperçoit en grattant ne serait-ce qu'un tout petit peu, qu'elles semblent travailler main dans la main sur des technologies ultra sensibles.

Et surtout, aussi horrible que cela puisse paraître : Puisque l'idée d'un accident de laboratoire semble s'imposer alors qu'elle était vouée aux gémonies par l'ensemble des puissants et de leur médias il y a deux ans, faut il vraiment ignorer l'éventualité une intentionnalité dans la diffusion de ce virus ?

Évidemment, évoquer cette affreuse éventualité, ré-excite immédiatement et au plus haut point, tous les anti-complotistes. Les voilà qui se remettent à hurler comme aux premières heures, comme s'ils ne venaient pas d'avoir tort et d'être pris en flagrant délit de déni de réalité.

Les « chiens de garde » hurleront toujours.

Qu'est ce qui permet d'imaginer que Wuhan serve de « contre-feu ».

Le principe du « contre-feu » est en langage stratégique, le fait de leurrer « l'ennemi » (en l'occurrence l'opinion publique mondiale) en l'incitant à « regarder ailleurs ».

La communauté scientifique allait tôt ou tard découvrir l'origine artificielle du virus. Cela lui a pris une année d'investigation environ, avant de mettre en doute l'origine naturelle du virus faute d'éléments probants. De la part d'éventuels « comploteurs »(s'il y en a), il allait donc falloir lui fournir une explication plausible tout en niant évidemment une éventuelle intentionnalité.

L'accident de laboratoire fortuit, est la réponse idéale. Américains et chinois se rejetant la responsabilité tout en empêchant les investigations d'aller plus loin, l'explication reste plausible et aboutie à une impasse intellectuelle: « ne cherchez pas plus loin, vous ne pourrez jamais savoir ».

Les « enquêtes » inabouties de l'OMS ont permis de gagner encore quelques mois sans réelles investigations sérieuses. La note des services de renseignement américains évoquant du personnel du laboratoire P4 qui auraient été malades dès novembre 2019, semble arriver à un moment bien opportun, sans pour autant être certifiée par aucune des parties, ni rendue publique (92a).

Bien qu'il soit encore tu ou éludé par la presse dominante et bien que L'OMS continue bien sûr de botter en touche, le caractère artificiel du virus semble aujourd'hui considéré comme probable par la plupart des scientifiques indépendants et de la sphère politique.

Dans cette hypothèse, il y a deux solutions :

La première très plausible, c'est l'hypothèse de l'accident

Les accidents de laboratoires sont nombreux dans l'histoire et bien documentés (92b) (93). Dans une telle hypothèse, en général, les responsables (scientifiques et politiques) essaieraient de cacher les faits et d'empêcher l'enquête.

C'est bien ce qui semble s'être passé depuis 18 mois.

La « panique mondiale », sans préparation préalable, sans vaccins, sans masques et avec beaucoup de morts ne fait à priori que valider cette hypothèse. Les chamailleries politiques et internationales, ainsi que l'ostensible incompétence ou l'impréparation de nos systèmes politiques ou de santé abondent en ce sens.

Il était fort probable dans le cas d'un accident de laboratoire, qu'au bout de quelques mois, la communauté scientifique découvrirait le caractère artificiel du virus et chacun se rejeterait la faute. c'est bien ce qui semble se passer.

Les conséquences de la pandémie et les stratégies de luttes contre la pandémie, sont les mêmes, quelle que soit l'origine du virus, naturelle ou accidentelle. Aussi, en comparaison avec les risques et souffrances encourues, le sujet reste assez secondaire aux yeux de l'opinion et donc des politiques.

La seconde hypothèse serait celle une diffusion intentionnelle

Les scientifiques indépendants, malgré les pressions (74), ont résisté afin d'envisager et étudier scientifiquement l'éventualité d'un virus artificiel, avec la rigueur de la science. De la même façon, au regard de l'histoire et de la géopolitique, il n'y a aucune raison de ne pas envisager une éventuelle intentionnalité des uns ou/et des autres (93a).

Les anti-complotistes crient au loup bien sûr, ne les écoutez pas et gardez la tête froide. Bien sûr il faudrait, un mobile, un coupable et...des preuves. Sinon cela n'est en effet que fantasme et « complotisme ».

Le(s) mobile(s)

Le mobile ?...le contrôle de la population bien sûr, via un « pass sanitaire » qui introduit la légalité du traçage en continu et prépare les futurs outils de surveillance. Difficile d'en douter, ce fantasme autoritaire est bien dans l'ère du temps. Cela intéresse au plus haut point, les régimes dictatoriaux, ou les politiques sécuritaires (94).

Beaucoup de personnes pensent « qu'on est déjà tracés » et qu'un pass sanitaire ne change rien. Cela n'est que partiellement vrai. Jusqu'à présent le traçage peut être utilisé par les GAFKA « à notre insu », mais il ne peut être utilisé contre notre gré, ni par l'état sans que cela soit dans le cadre d'une enquête et en passant par un juge. En d'autre terme si on n'est peut être plus « libres » en tant que consommateurs, on l'est encore en théorie, politiquement.

Bien que les lois d'exception sur l'état d'urgence aient déjà fait grandement reculer nos libertés, avec des alibis sécuritaires ; le « pass sanitaire » est manifestement un autre pas de géant en ce sens, toujours pour des raisons sécuritaires, sanitaires cette fois.

Cela ressemble bien à une étape de plus vers la systématisation et la légalisation de la surveillance.

La liste des mobiles possibles est facile à allonger en matière d'autorité de l'état : Apprendre aux citoyens à se soumettre, à obéir, à se surveiller les uns les autres...En France il s'agit de « casser les gaulois réfractaires » et de bien leur rappeler qu'ils ont souvent aussi été des « collabos », que ce n'est donc pas si grave.

« Big Pharma » a une nouvelle fois évidemment, gagné beaucoup, beaucoup d'argent. Ce sont les états qui paieront. La dette des états a explosée, livrant les générations futures a un racket systématique au profit des prêteurs...et qui sont ils ?

Pour ce qui est de l'habitude à la récurrence des vaccins, cela ouvre la boîte à fantasmes. Nous y reviendrons plus tard, mais oui bien sûr, il ne faut plus se leurrer, la recherche en génomique est tellement avancée et au portes de possibilités incroyables, que se méfier de programmes globaux visant les populations n'est pas une pensée paranoïaque, mais un acte de vigilance et de liberté d'esprit.

La vaccination récurrente nous expose largement à des technologies détenues par les puissants, pour le meilleur, mais peut être aussi pour le pire. Nous n'avons pas beaucoup de garanties indépendantes sur les moyens de contrôle des chaînes de production.

Les coupables ?

Des gens qui voudraient dominer la planète ? Asservir ou contrôler les populations ? Conserver le pouvoir ? L'histoire n'en manque pas. Pourquoi nos dirigeants seraient ils différents ? Nous avons compris que le très grand capital est déjà aux manettes des états, qu'il est international, que ceux qui possèdent Big Pharma et l'industrie militaire sont les mêmes, que Chinois, américains et Français travaillent ensemble sur des technologies à potentiel militaire (95), que des nouvelles technologies à très haut potentiel sont entre leurs mains.

Qu'est ce qui nous empêche vraiment de croire qu' « ils » sont capables de pensées antidémocratiques ? Rien d'autre que nos peurs et notre angoisse face à la tristesse de cette éventuelle réalité, associées à notre sentiment d'impuissance et au conditionnement que nous ont offerts « leurs » médias, rien d'autre.

Des preuves ?

Il est assez peu probable que nous obtenions une vidéo du méchant « espion des services secrets » cassant la fiole de virus dans le métro turinois ou/et de Wuhan. Il est peu probable que nous obtenions les comptes rendus des décisions prises dans les cercles très privés d'éventuels organisateurs d'un tel « plan ».

De tels documents seraient sans doute impossibles à vérifier et se feraient traîner dans la boue et évidemment taxer de complotisme, le vilain mot.

Mais, si vraiment il y a des coupables et une intentionnalité dans la diffusion d'un virus artificiel, peut être qu' « ils » ont laissé des traces et qu'en traquant les indices troublants apparaîtrait une sorte de faisceau d'indices concordants (96).

En droits ce faisceau d'indices peut aller jusqu'à prendre valeur de preuve s'il est vraiment solide. Mais il peut aussi permettre de se forger une « intime conviction ». Il est vrai que l'histoire nous a appris que l'intime conviction à parfois conduit à l'erreur judiciaire. L'intime conviction peut soutenir une condamnation mais aussi une ligne de défense. Elle introduit aussi la notion de doute raisonnable, en l'occurrence un doute raisonnable concernant la validité de « l'histoire officielle » et des politiques publiques qui s'y réfèrent.

Le droit au doute

Dans le cas présent, si le faisceau d'indices convergents est assez troublant ou solide, l'intime conviction de la grande orchestration de cette pandémie ou le doute raisonnable face aux versions officielles en cours devraient pouvoir protéger le citoyen, en droit, d'obligations telles que la vaccination obligatoire ou la présentation d'un « pass sanitaire ». Ces moyens s'ils masquent des objectifs fallacieux, deviennent alors mal fondés en droit.

III ème partie : des signes annonciateurs

(la crise épidémique se déroule dans un contexte de nouvelles technologies)

Le cas du lanceur d'alerte, David E Martin

David E Martin est un « technicien clé » de l'industrie pharmaceutique aux états-unis, en temps que juriste. Reconnu comme tel par le WIPO (97), l'agence de l'ONU qui organise le droit de propriété intellectuelle, il est le PDG fondateur de l'entreprise M-CAM (98). Il est spécialisé dans l'enregistrement des brevets, plus particulièrement, les brevets liés au risques épidémiques. Il a été mandaté par les agences de santé américaines pour enquêter sur l'épidémie d'Anthrax au états unis dans les années 2000. Il dispose en effet de la base de donnée complète des brevets déposés en virologie, ce qui permet de réaliser des enquêtes phylogénétiques.

Après des mois de préparation avec une équipe d'avocats internationaux, dans une conférence d'une heure vingt, il donne sa version des faits (99). Son travail très dense, très précis et très sérieux est peut être du niveau des révélations d'Edward Snowden ou Julian Assange.

Si vous voulez vous faire une idée solide de la situation, asseyez vous et écoutez (99). Par contre cela demande de la concentration et un gros effort.

Dans cette publication soutenue par Mr Robert F. Kennedy Jr, Mr David E Martin explique que les travaux sur les coronavirus sont d'une grande banalité et se déroulent dans de nombreux laboratoires à travers le monde. Il explique que les brevets sur les modifications génétiques concernant les coronavirus sont très nombreux, qu'ils s'échangent entre grandes entreprises.

Il pense donc que l'agitation autour du laboratoire de Wuhan est étonnante et surfaite. D'après lui, le virus de Wuhan séquencé début 2020 ou certaines mutations s'y trouvant sont présents dans les dépôts de brevet depuis 2008. Il explique que les test PCR ont été conçus pour ne pas faire la

différence entre grippe et coronavirus. Selon lui, ceci expliquerait « la disparition » de la grippe dans le monde depuis deux ans.

Chose troublante, dès le lendemain de la publication de la conférence de David E Martin, sur un site à large diffusion, la CDC (center for disease control) qui gère les autorisations de mise sur le marché au états unis, a envoyé une « note » aux laboratoires, pour qu'ils changent les test PCR, de façon à ce que ceux ci « fassent la différence entre grippe et coronavirus » (100). La CDC reconnaît donc implicitement la véracité des révélations de Mr Martin. La CDC n'avait sans doute pas d'autre choix que d'envoyer cette note pour se couvrir et essayer de faire croire qu'elle n'avait pas « vu avant ».

Finalement en dehors de cette révélation sur la confusion entre grippe et covid par les test PCR, Mr Martin ne fait que confirmer ce que nous avons déjà appris par ailleurs : les coronavirus sont étudiés dans de nombreux laboratoires, circulent entre laboratoire P2 et P3 et les « fuites » peuvent provenir de partout. David E Martin confirme dans cette vidéo, l'estimation de l'existence de 40 000 variants du coronavirus dans les bases de données.

L'agitation autour de Wuhan semble décidément presque opportuniste.

Le pressentiment de l'arrivée d'une pandémie.

Cela fait des années, qu'on nous annonce d'ici de là la venue prochaine d'une pandémie. Il semble que beaucoup de monde l'attendait comme inévitable. Tellement inévitable, que beaucoup ont du l'anticiper. Finalement l'auraient-ils tellement anticipée, qu'ils l'auraient déclenchée ?

Lorsque vous anticipez un évènement au point de penser pouvoir en tirer des bénéfices, jusqu'à finalement l'attendre comme une opportunité, sachant qu'il est facile en parallèle pour vous de déclencher cette opportunité, que faites vous ? Attendez vous de la voir apparaître 1 an, 5 ans, 10 ans ? Ou décideriez vous de la déclencher pour mieux en maîtriser le timing et le bénéfices ?

Les indices sont légions sur internet, du « pressentiment » qui habitait les gens les mieux informés (101). Ces indices vont de choses très sérieuses et tout à fait publiques aux fantasmes qui pouvaient paraître les plus farfelus, mais sont aujourd'hui un peu troublant ! (102) (un petit lien pour se détendre un peu).

Event 201

L'évènement 201 est une répétition générale, organisée entre géants du secteur privé, d'une épidémie « fictive » mondiale de coronavirus. L'évènement est public, filmé, et a eu lieu le 18 octobre 2019 à New York (103).

Cette répétition générale n'est pas sans rappeler celle de 2001 qui simulait une attaque bioterroriste à la variole, quelques mois avant l'apparition des attentats réels ceux-ci à l'anthrax (104). quelle serait l'intérêt de ce type de répétition publique si l'épidémie était vraiment intentionnelle ? Ne vaut il mieux pas se cacher ?

dans le cas d'opérations de grande ampleur, une petite répétition préalable, est bienvenue, voire nécessaire. Difficile de l'organiser en toute discrétion sans aucun risque de fuite. Organiser ce type de répétitions de façon publique, permet donc paradoxalement, de ne pas faire naître de soupçons au moment présent, puisqu'il ne peut pas y avoir de « fuites », rien n'étant caché. Cela permet aussi de banaliser dans l'opinion les « évènements » qui y sont annoncés comme des hypothèses. Les évènements similaires qui adviendraient pas la suite auraient alors l'air moins surprenants (« puisque les gens intelligents les avaient anticipés »).

Rapports d'experts, de la CIA, le monde était prévenu, c'était une question de temps

De nombreux scénarios avaient ciblé les coronavirus, un article du canard enchaîné d'avril 2020 en rappelle une liste non exhaustive (105). Les experts de l'institut Pasteur alertaient régulièrement le public (106).

Comment expliquer la (fausse ?) impréparation du gouvernement français ?

L'extraordinaire Mme Buzyn

La démission de Mme Agnès Buzyn au tout début de l'épidémie en France à beaucoup surpris et même choqué. Que fuyait elle ? Le prétexte des élections municipales suicidaires après l'affaire Griveaux (106a) est absolument absurde. Il s'agissait plus vraisemblablement de limiter l'exposition constante d'une ministre en situation de crise, afin notamment de ne pas avoir à répondre directement aux questions entourant la pénurie de masques (106c).

Certains propos de Mme Buzyn sont extraordinaires. Un jour elle dit ne pas avoir considéré au moment de sa démission (mi février 2020) qu'une pandémie arrivait (107), un autre jour elle explique qu'elle a eu conscience de la gravité de la situation dès les premières alertes (en décembre) venant de chine (108).

La nomination en janvier 2001 de Mme Buzyn à l'OMS (106b) semble tellement opportune qu'elle dévoile un peu plus les véritables raisons de cette démission.

Le fabuleux Jérôme Salomon et la pénurie de masques en France

Le rapport d'enquête parlementaire du sénat, concernant la gestion de la crise, dans sa note de synthèse (109), égrille Mr Salomon et Mme Buzyn entre autres.

En page 3 et 4 Il y est écrit :

« La disparition du stock de masques FFP2 dans les années 2010 [est] un choix délibéré qui s'appuie sur une interprétation contestable et restrictive des recommandations d'experts. De 2011 à 2016, le stock stratégique de masques FFP2 est passé de 700 millions d'unités à 700 000, soit une diminution de 99,9 %.

La justification de cet assèchement du stock s'appuie sur un avis du Haut Conseil de la santé publique de 2011 et sur une doctrine élaborée en 2013 par le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN).

Or, les interprétations qui en ont été faites sont contestables : aucun de ces deux documents ne suggère l'abandon d'un tel stock. [...] cette doctrine n'exigeait en rien la disparition de tout stock stratégique d'appoint, [...] l'État a organisé sa propre impuissance... le choix [est] incompréhensible de ne pas remplacer 600 millions de masques déclarés non conformes en 2018 Alors qu'il s'établissait à 754 millions d'unités fin 2017, le stock stratégique de masques chirurgicaux n'en contenait plus que 100 millions fin 2019.

L'édiction en 2014 d'une norme de qualité des masques a conduit à ce qu'environ 610 millions d'entre eux ont été jugés non conformes. Le directeur général de la santé a toutefois ordonné l'achat de seulement 50 millions de masques (50 millions supplémentaires si le budget le permettait), soit moins que la quantité nécessaire ne serait-ce que pour renouveler ceux arrivant à péremption fin 2019.

La ministre de la santé n'a pas été informée de ce choix de ne conserver désormais qu'un si faible stock, qui emportait pourtant des conséquences importantes.

De surcroît, des échanges de courriels analysés par la commission d'enquête indiquent que Santé publique France a accédé à la requête du directeur général de la santé pour que les conclusions d'un rapport d'experts, qui semblaient préconiser, à rebours de cette décision, de cibler un « stock » d'État d'un milliard de masques chirurgicaux, soient modifiées par la mention d'un simple « besoin » avant leur publication en 2019.

[La] pénurie [a été] sciemment dissimulée. Plusieurs responsables ont nié toute pénurie d'équipements de protection individuelle y compris pour les soignants. Pourtant, des documents étudiés par la commission d'enquête attestent que cette situation était connue du Gouvernement depuis – au moins – le 13 mars 2020, contrastant avec un discours exagérément optimiste, en décalage avec le ressenti des acteurs de terrain. En outre, ministres et DGS ont, à plusieurs reprises, proposé une réécriture de l'histoire les dédouanant.

Les faits qui sont décrits sont très graves.

Ils ont débouché sur une information judiciaire et des perquisitions aux domiciles de Mr Salomon, Mr Philippe, Mr Veran, Mme Buzyn et Mme sibeth Ndiaye. Malheureusement, il est

actuellement impossible d'avoir des informations sur les suites judiciaires. La justice ferait elle face une trop grosse affaire d'état...?

Une pénurie sciemment organisée sans aucun doute

Face à l'absurdité des décisions prises, absolument injustifiables dans un tel contexte de risque épidémique connu et constamment rabâché, il ne fait aucun doute qu'il ne peut pas s'agir d'incompétence, mais bien d'une préméditation parfaitement organisée. Tous les experts et professionnels font consensus sur le fait qu'avoir un stock de masque est impératif et est un des rares outils de protections des populations en situation d'épidémie.

En page 5 de la note de synthèse du rapport parlementaire, vous trouvez le calendrier qui a mené à la destruction du stock de masques. [\(109\)](#).

C'est dès 2014, sous le ministère de Mme Touraine sous le mandat de François Hollande, qu'a été décidé changement de norme des masques qui aboutira à la destructions des stocks pour non conformité fin 2018. C'est Mr Jérôme Salomon qui en 2014 était « conseiller chargé de la sécurité sanitaire » auprès de la ministre [\(110\)](#).

En avril 2017 c'est encore lui, en tant que directeur général de la santé, qui demande à la SPF (ou ANSP) dont il est aussi membre du conseil d'administration de vérifier la conformité des masques. Pendant 3 années, personne ne s'en est inquiété, qu'attendaient ils ?

Il se passe encore 18 mois pour que la SPF refuse la conformité des masques fin 2018 et en informe la Direction générale de la santé, dont Mr Salomon est le directeur. Les stocks sont donc détruits. Le non renouvellement du stock est confirmé en septembre 2019. Dommage d'avoir pris ces décisions quelques mois, voir semaines avant le début de la plus grande épidémie depuis 60 ans.

L'argument de l'économie budgétaire n'a convaincu personne lors de la commission d'enquête. Dernière « anecdote », Mr Salomon n'aurait pas informé la ministre Mme Buzyn de la disparition du stock de masque [\(111\)](#).

Tout cela semble simplement absurde.

Des informations qui restent en famille

Est il intéressant d'ajouter que le compagnon de Mme Buzyne est Mr Yves Levy [\(112\)](#), directeur de l'inserm. Il était présent lors de la visite du laboratoire P4 de Wuhan en février 2017 avec Mr Cazeneuve [\(113\)](#). Décidément, comment imaginer que Mr Levy et Mme Buzyn ne soient pas alertés sur les risques épidémiques identifiés, en particulier sur les coronavirus. Comment imaginer que leur plus proches conseillers, eux même professionnels spécialisés suppriment les stocks stratégiques sans en informer la ministre ?

Mr Levy, a par ailleurs été nommé au conseil d'état en octobre 2019 (chargé de conseiller la rédaction des lois relatives à la santé !) [\(114\)](#)...deux mois avant le début de la pandémie. Cette fois le « hasard » du calendrier a bien fait les choses, étant donné toutes les lois d'exceptions en matière de santé qui allaient être votées, le placement des personnes de confiance aux postes clés est une bonne chose.

Décidément, face à ce qu'« ils » veulent faire passer pour de l'impréparation et de la cacophonie, on commence à avoir du mal à penser que ces gens là soient si négligents...

Malgré les incroyables charges qui pèsent sur lui, Mr Salomon qui est un proche du président et l'a suivi durant toute sa campagne [\(115\)](#) n'a démissionné qu'une fois le « pass sanitaire » pré-installé [\(115a\)](#).

L'impréparation organisée...et les cabinets de conseil privés.

Dans le rapport parlementaire [\(116\)](#) Mme Raymonde Poncet Monge, fait cette analyse: "Face aux différentes pénuries, le Gouvernement n'a pas agi, notamment par idéologie. L'hyper-présidentialisme, avec ses comités et ses trois cabinets de conseil privés, brouille la gouvernance sanitaire, et les agences publiques, comme Santé Publique France, n'ont pu mener à bien leurs missions..."

La loi de modernisation de la santé

On a vu que les agences gouvernementales qui alertent sur le risque de pandémie, investissent dans la recherche sur le sujet via un laboratoire P4 en Chine. Par contre elles ont fait le choix de se priver de l'outil de base de protection de la population (les masques), 12 mois avant la pandémie (en préparant ce choix des années auparavant et le confirmant quelques semaines avant la pandémie) ([116a](#)).

Le rapport parlementaire ([116b](#)) qualifie ces choix "d'errements" qui s'expliqueraient par les réformes "administratives" qui auraient désorganisé les services. Ces réformes de santé ont eu lieu sur la fin du mandat Hollande, sous le ministère de Marisol Touraine. Elles consistaient pour résumer, à concentrer plusieurs services et institutions en un supra-organisme, à travers la loi appelée "loi de modernisation de la santé". Ces réformes ne se cachaient pas de vouloir copier le « modèle américain ».

Aujourd'hui on considère que c'est la disparition de l'EPRUS ([117](#)) dans l'ANS ([118](#)) qui en désorganisant la chaîne de décisions et de contrôle, a permis à Mr Salomon de ne pas renouveler le stock de masques. Les propos de Mme Raymonde Poncet Monge, semblent bien justifiés.

Le début de la pandémie en France... « par le bout du nez »

L'apparition de la pandémie en Chine était connue depuis décembre 2020. Elle était arrivée en Italie et en Europe en janvier, il faisait peu de doute qu'elle allait envahir l'Europe et le Monde et était déjà hors de contrôle. On sait aujourd'hui que des notes des services de renseignement circulaient déjà au moins en décembre ou novembre. Agnès Buzyn a affirmé dans une interview avoir alerté Mr Salomon dès décembre puis E. Macron dès janvier ([108](#)).

Pourtant, personne ne s'inquiète pendant 2 mois de la pénurie de masques, ou alors ils font semblant « de ne pas être au courant » puis finalement décident d'affirmer que les masques sont inutiles.

L'air de rien, Emmanuel et Brigitte Macron s'en moquent

Emmanuel et Brigitte Macron vont au théâtre le 7 mars 2020 pour inciter les Français à continuer à mener une vie normale.

Il sait déjà bien sûr qu'il annoncera 10 jours plus tard le premier confinement.

Il sait qu'il n'y a pas de masques.

Il sait que les Français attendront ces masques pendant des mois.

Face au possible scandale, Agnès Buzyn a démissionné du ministère de la Santé depuis un mois.

Devinez ce qu'ils vont y voir ? Une pièce intitulée « par le bout du nez » qui parle de démanchement de nez d'un président de la République ([119](#)).

Si cela n'est pas un « pied de nez »... l'expression ne peut être plus appropriée.

Propagande sans fin sur les chiffres de l'épidémie

La propagande anxieuse et sans fin relayée par tous les médias dominants, va mettre le scandale de la pénurie de masque en arrière-plan des préoccupations des Français qui doivent s'adapter à une sorte de prison sans barreaux et gérer leurs émotions, nées de l'angoisse, de faire faillite, de ne plus voir leurs familles et amis, de devoir s'occuper de leurs enfants tout en travaillant, d'inventer de nouvelles méthodes de travail, d'être malade, de mourir, de ne pouvoir assister à l'enterrement de leurs proches....etc, etc...

Un système de propagande plus sophistiqué que les systèmes soviétiques

Les chiffres s'emmêlent, ils sont invérifiables, les agences de santé les filtrent. Face à ce chaos, certaines voix alternatives proposent de relativiser, de ne pas paniquer, de relâcher une étreinte peut-être plus dommageable que l'épidémie elle-même ([120](#)). Ces gens là, même les plus crédibles, sont

ostracisés, vilipendés et assimilés aux « complotistes » les plus « fous » par une presse entièrement aux ordres.

Une des voix dissidente des plus célèbre est, est bien sûr celle du professeur Raoult. Une vidéo du sénat sur Public TV (120a) est édifiante, digne de moqueries adolescentes d'une cour d'école avec des experts orientés, qui n'en sont pas. Comment un organe d'état peut il publier des choses aussi grotesques ? Les vidéos de l'IHU de Marseille et de Mr Raoult sont pourtant des vidéos de professionnels de très grande qualité (120b). Elles ont juste le défaut d'être peut être plus objectives que les communiqués du ministère de la santé.

Il convient de citer au titre des extraordinaires « barbouzeries » la formidable étude bidonnée par The Lancet (tiens encore eux) (120c) qui enterrait définitivement la chloroquine et dont on cherche toujours (mollement) les commanditaires.

Les sources crédibles dissidentes quant à l'interprétation des chiffres de la pandémie sont très nombreuses mais classées « complotistes » dans tous les médias dominants (120d).

Les médias sont aux ordres

Comme évoqué plus haut dans cet ouvrage, nous savons tous à qui appartient la presse : à des cercles très proches du pouvoir (121). Nous savons tous ce qu'on a vécu comme propagande (121a) et harcèlement continu (122) depuis 1 an et demi. On sait que la presse rapporte peu directement. Les investisseurs cherchent donc surtout à influencer les consciences (123). Inutile de vous mettre une infinité de liens, il existe des reportages généralistes de grande qualité (« Ceci n'est pas un complot ». [La fabrication du consentement \(124\)](#), Etc...)

Les techniques de manipulation des foules et des individus (124a) (125) sont très bien maîtrisées par les dominants ne serait-ce qu'en marketing et nous vivons dans « l'ère de la propagande ».

Même en en ayant conscience il est extrêmement difficile de s'en prémunir. Encore plus aujourd'hui où nous sommes devenus dépendants des nouvelles technologies.

Les politiques mentent (rien de nouveau)

Les politiques du gouvernement ont constamment fait des annonces contraires aux décisions qu'ils allaient prendre, inutile de les détailler encore.

Ils nous les ont annoncées parfois avec une soudaineté et une arrogance outrancière qui confine à la violence. La palme revient peut être à G. Attal qui qualifiait les sceptiques à propos du vaccin comme des gens gens voulant « rester dans le chaos et l'inactivité » (125a). Quelques semaines plus tôt, Mr Macron assurait ne pas vouloir rendre le vaccin obligatoire, pour finalement rendre la vie impossible aux non vaccinés, avant de le rendre sans doute prochainement...obligatoire.

C'est sans compter les manipulations éhontées et continues des chiffres par le gouvernement (125b).

La répression est partout

Toutes ces assertions sont assénées dans le mépris le plus total des doutes importants concernant l'efficacité des vaccins et le bien fondé de ces stratégies (126). Aujourd'hui, pour oser tenir une parole alternative, les professionnels de santé sont obligés de prendre toutes les précautions verbales pour bien rappeler que le cadre légal les y autorise.

Et voilà Mr Raoult mis à la retraite (127), Mr Fourtillan incarcéré (128), Perronne vilipendé (129), les vidéos censurées (130). On assiste aux mises à pied systématiques des personnes tenant des positions alternatives (131), à l'interdiction de relativiser la sur-propagande concernant la situation aux Antilles. La position d'un politique opportuniste (Mr Valletoux) est assimilée faussement à la position d'une « fédération » (132). La répression et la propagande atteignent des degrés inimaginables dans une société soit disant libre. Voilà ce qu'est l'information de l'opinion lorsqu'elle est ultra dominée par quelques grands groupes de presse. Les masques tombent et se transforment en baillons.

Accusations et interdictions se multiplient, « mise en danger de la vie d'autrui » (133), agressions policières et coercition réglementaire contre une jeunesse écrasée et spoliée de ses plus

belles années, alors qu'elle ne risque absolument rien face à cette maladie (134). Interdiction au sein des forces de l'ordre de contester le dogme vaccinal (135)...

Des techniques de conditionnement psychologique qui conduisent les populations à accepter l'inacceptable

Nous avons abordé précédemment les techniques de propagande comme outils d'ingénierie sociale. Pour comprendre que la population soit aussi passive face à un tel déferlement de violence, et une telle répression, une telle censure, une telle destruction du droit et des libertés et qu'elle reste persuadée que tout cela est pour son bien, la peur de l'épidémie n'explique pas tout.

Il faut sans doute s'intéresser à des techniques de manipulation encore plus sophistiquées que les méthodes développées par Bernays (135a) et qui restaient relativement « soft » par rapport aux techniques militaires qui semblent avoir été utilisées lors de cette « crise » du covid.

Programmation neurolinguistique (PNL) ou hypnose conversationnelle et comportementale sont des techniques éprouvées et mises en place par des laboratoires militaires et des grands groupes médiatiques dans le cadre de la gestion de la pandémie. Ces méthodes ont été utilisées au Royaume-Uni d'après l'article de SOTT du 18 août 2021 (136). Il ne fait plus guère de doute que des techniques similaires ont été à l'œuvre un peu partout dans le monde, notamment en France sous les conseils du cabinet Mc Kinsey.

La documentation sur l'utilisation du conditionnement psychologique allant jusqu'à la torture par les militaires est tristement abondante. « L'école des Amériques » (137) (137a) qui a formé bon nombre de militaires des régimes dictatoriaux sud et méso-américains enseignait ces techniques de « terreur sociale ». Elles font toujours évidemment partie de l'enseignement militaire (138).

L'isolement vecteur d'affaiblissement psychologique

La définition de 1957 de la torture psychologique par Albert Biderman, sociologue américain ayant beaucoup travaillé sur les méthodes de coercition menées sur les prisonniers lors des guerres de Corée, présente des similitudes troublantes avec ce que nous venons de subir sous prétexte de lutte contre une épidémie somme toute bénigne (139).

Affaiblissement, dépendance, peur, sont pour Biderman les vecteurs de la soumission des individus. Il recense 8 catégories de techniques qui mènent à ces résultats : isolement, Monopolisation de la perception, épuisement induit, menaces, indulgences occasionnelles, démonstration de toute puissance, dégradation, demandes stupides imposées (140).

Une confusion qui déboussole

Les changements d'avis constants de nos gouvernants, leur versatilité, le jeu des médias oscillant constamment entre espoir et dramatisation, menaces et bon points, leur arrogance et provocation proche de la violence, le clivage constant qu'ils ont entretenu entre différentes classes de la population, jeune et vieux, vaccinés, pas vaccinés, pro pass et anti pass, complotistes et bons citoyens, peuvent s'expliquer autrement que par une supposée incompétence ou un manque de préparation, ou même par le fait qu'il y ait vraiment des bons et des mauvais citoyens.

Le plan qu'ils suivent n'est peut-être simplement pas celui dont ils nous informent. Quand Macron nous explique que « nous sommes en guerre ». Qui est ce nous ? et contre qui la guerre va-t-elle être menée ? On dirait bien que la cible n'était peut-être pas tant le virus, mais peut-être nos consciences qu'il fallait faire abdiquer.

La pénurie de masque, élément clé de « lancement de la stratégie »

La pénurie de masque a éventuellement permis au virus de mieux circuler. Elle a surtout induit un sentiment de vulnérabilité et d'attente largement entretenus par les médias qui en ont fait le feuilleton anxigène du printemps 2020. Elle a aussi permis de justifier le premier confinement qui a entraîné une première fragilisation d'une large part de la société Française, qu'elle soit financière ou psychologique.

L'arrivée des masques à alors été perçue comme une des ces indulgences occasionnelles définies par Biderman. Nous les avons tous supportés plus facilement (les masques) car cela nous autorisait enfin à ressortir (la récompense). Mais finalement le deuxième confinement est arrivé, les masques ne « suffisaient pas », le cycle peur, attente reprenait.

Après les masques, ce sont les vaccins que nous avons attendus comme le graal. Nous allions pouvoir enfin quitter cet odieux bout de tissu, quelle indulgence ! Par contre en échange, il nous faudra un « pass sanitaire », être tracé, suivis, épiés comme des prisonniers...pour retrouver notre liberté...pour notre bien, contre les non vaccinés criminels et toujours confinés de fait...[\(140a\)](#)

jusqu'à la sidération

Le cycle infernal peur-attente-récompense se répète et réduit notre capacité de résistance et notre esprit critique.

Le droit Français est détruit par la cours constitutionnelle, salie par le couple Fabius père et fils [\(140b\)](#), juge et partie, exécuter et mercenaire, avec la complicité active de la CNIL. [\(140c\)](#) [\(140d\)](#)

Les droits de l'homme et le « contrat social » qui fonde la constitution, sont piétinés sans vergogne chaque jour de plus en plus loin et nous ne disons rien. [\(140e\)](#)

Nos enfants se font injecter des technologies expérimentales, contrôlés par des industries liées aux militaires, pour une maladie qui ne leur fait rien (sauf de très rares exceptions), et nous ne disons rien ? [\(141\)](#)

Une dose, deux doses, allez, trois doses et nous ne disons rien. [\(142\)](#)

Chaque jour les effets secondaires se révèlent de plus en plus nombreux et nous ne disons rien.

Les chiffres à l'étranger prouvent que le vaccin a une efficacité très relative, mais nous continuons, conditionnés, embrigadés à faire confiance à nos geôliers, ces gouvernants, nos faux « parents » conseillés par des cabinets de mercenaires privés et de militaires.

A quel moment allons « nous » réagir ?

Dans le film "I comme Icare" [\(143\)](#) réalisé par Henri Verneuil en 1979, une séquence reconstitue l'expérience du professeur Stanley Milgram à l'Université de Yale (1960-1963) [\(144\)](#). Mr Charles Robin en fait une analyse en extrapolant l'autorité au conformisme social en général [\(145\)](#) et cite l'analyse de Gina Perry particulièrement intéressante dans l'espoir de voir apparaître l'esprit critique dans la situation actuelle.

Le principe du refoulement et du choc émotionnel, la réactance

Nous avons parlé un peu plus haut du réflexe de refoulement des émotions négatives et du déni de réalité qui permet de se protéger de réalités inacceptables psychiquement.

La communication à priori erratique des gouvernements favorise chez l'individu les chocs émotionnels successifs. L'annonce du pass sanitaire par exemple (qui est une transgression morale absolue du pacte social et nous projette dans un avenir dangereux et dictatorial potentiel) alors même que Macron avait juré que celui-ci n'était pas envisagé quelques mois plus tôt, participe à ces effets de chocs.

En psychologie, « le choc émotionnel [\(146\)](#) résulte d'un événement traumatisant qui submerge la faculté que possède un individu à faire face aux émotions qu'il ressent lorsque celui-ci survient. » L'effet recherché d'un choc émotionnel intentionnel, est l'apparition des symptômes classiques qui peuvent s'installer plus ou moins durablement :

-La sidération psychique : la victime en état de choc, stupéfaite, immobile est incapable d'agir et de raisonner.

-L'agitation désordonnée : la personne s'agite de manière inefficace, crie, court sans but.

-La dissociation psychique : Le sujet paraît agir de manière adaptée mais fonctionne en fait sur un mode automatique sans aucune réflexion. C'est comme s'il était présent physiquement mais absent psychiquement.

La réactance, ou l'obtention de l'effet inverse

La réactance (147) « est un mécanisme de défense psychologique mis en œuvre par un individu qui tente de maintenir sa liberté d'action lorsqu'il la croit ôtée ou menacée ». Effectuée de manière plus ou moins consciente, elle peut faire naître chez l'individu une attitude ou une croyance opposée à celle qui lui est suggérée (148).

La connaissance de ces principes de psychologie sociale chez les cabinets de conseil proches des pouvoirs, corrélée aux stratégies de clivage de la population, peut laisser craindre que le renforcement de la résistance aux décisions prises, soit anticipée attendue ou favorisée, dans le cadre de scénarii complexes au très haut degré d'anticipation. Nous y reviendrons plus tard...

psychologie et rôle des élus

En France, les élus de tous poils et en particuliers les maires, incarnent « l'autorité » de l'état. La définition de la fonction, favorise souvent les égos tout en les soumettant au contrôle du préfet. La perte de compétences des conseils municipaux et des maires au profit des communautés d'agglomération et de communes, a accentué ce cantonnement du rôle du maire, à un rôle de « maton » aux ordres de l'état et du préfet.

D'une manière générale, les personnes qui acceptent ce rôle s'y conforment assez volontiers, parfois heureuses du pouvoir qui leur est conféré et s'entourent d'une cour de conseillers municipaux dévoués, où les voix dissidentes sont naturellement ostracisées.

Bref, le système fait que les élus sont choisis parmi les personnes qui acceptent le mieux ce moule de soumission à l'autorité.

De fait, il est sans doute encore plus difficile pour la plupart des élus (que pour les citoyens), de s'affranchir de l'autorité de l'état même lorsque celui-ci devient criminel. Engoncés dans leurs réflexes de prudence électoraliste et de soumission, mis sous pression, ils seront sans doute plus nombreux que la moyenne à faire corps avec le crime et ils mettront pour beaucoup, plus de temps que la plupart des gens à regagner leur lucidité altérée par la propagande et la manipulation.

Un changement de constitution permettrait d'en refaire des animateurs du débat public au service des citoyens et des droits civiques. Les tirer au sort par exemple les ferait peut être relativiser leur importance et retrouver de l'indépendance d'esprit.

Aux citoyens libres d'esprit et de charge élective ou régaliennne de rappeler aux élus de leurs villages, qu'ils sont avant tout des amis et voisins, des citoyens comme les autres, souvent méprisés des puissants, et que les préfets ne sont ni des demi-dieux, ni élus par le peuple.

Aux élus, de choisir à quel moment comme lors de l'expérience de Milgram ils décident enfin de s'affranchir de l'autorité criminelle au nom de leur propre jugement moral.

Face à un possible « crime d'état » de grande ampleur, c'est toute la sphère politique ainsi que l'appareil d'état qui vont devoir faire ce choix, des administrations à l'armée, en passant par les préfets et les forces de l'ordre.

le pass sanitaire « synonyme de libertés »

L'évolution numérique de la gestion de notre santé

Relancées sous le ministère de Marisol Touraine dès 2012, les réformes de santé en matière de gestion numérique sont évidemment légitimes (149). Il serait impensable de se priver de ces technologies (149a). Comme tout outil, leur intérêt mais aussi les risques éventuels résident dans la manière dont on les utilise.

En une minute trente une petite vidéo vantant ces technologies (149b), nous explique en creux l'intérêt stratégique que représente la dégradation systémique du système de santé par manque de moyens.

Depuis, les réformes se sont succédées, en donnant toujours plus de place aux outils numériques, e-ordonnance, e-consultation, croisement de données, dossier médical partagé, espace numérique de santé etc (150).

Si les questions éthiques et juridiques notamment autour de la protection des données personnelles, c'est à dire des libertés individuelles, sont toujours évoquées, les réponses et garanties

apportées, ont tendance à ne jamais définitivement sacrifier le potentiel de l'intelligence artificielle sur l'autel des libertés.

Le très libéral institut Montaigne (151) (présidé par Mr De Castrie, président de AXA et du groupe Bildeberg) par exemple, ou de nombreux sites internet « mainstream » se contentent de vanter les mérites et attraits de la technologie (152) (153).

Pourtant le flou subsiste (154) et le ministère de Mme Buzyn ne l'a pas plus levé que celui de Mme Touraine.

La loi Santé de juillet 2019, systématise le DMP (dossier médical partagé) pour 2021 et l'ENS (espace numérique de santé) pour 2022. Elle élargit également le champ de collecte du « Système national des données de santé » (SNDS), à une batterie de données dites cliniques (prévention, diagnostic, soins ou suivi médico-social).

La pseudonymisation est en théorie irréversible et est censée anonymiser les données, mais les garanties sont elles suffisantes ? La question mérite d'être posée car la gestion de la « Plateforme des données de santé », a été confiée à un groupement d'intérêt public. Le Syndicat de la médecine générale a fait part de ses réserves, l'institution craignant que cette réforme ne serve que « *le profit de quelques un·e·s, notamment via la commercialisation de ces données* » (155).

La gestion du big data, vers le privé

Ce groupement d'intérêt public, le Health Data Hub (HDC) a été lancé le 1^{er} décembre 2019. L'hébergement des données a été confiée à Microsoft, ce qui inquiète certains observateurs (156). D'autant plus qu'une loi américaine, le Cloud Act signé par Donald Trump en juin 2018, permet à l'administration américaine d'obtenir la saisie légale et confidentielle de toutes les données localisées dans les datacenters des entreprises américaines... situées à l'étranger (157).

Les données de santé de chaque citoyen semblent être déjà captées en grande partie et sont peut être sur le point de l'être intégralement par les grandes industries de l'intelligence artificielle et donc de la pharmacie. Les professionnels de la santé sont eux aussi de plus en plus surveillés dans un système informatique centralisé qui va réduire drastiquement leur liberté de prescrire (158).

Des inquiétudes légitimes à l'unanimité, mais finalement peu prises en compte

Ces inquiétudes face à ces évolutions qui parlent de garanties sans jamais vraiment les mettre en place, s'expriment donc depuis des années. C'est toujours le cas aujourd'hui lorsque le conseil de l'ordre des médecins parle de « double langage du gouvernement » (159). Le premier dé-confinement tant attendu par les français, nous a été échangé contre un outil de contrôle sanitaire, « pour notre bien » : Le dispositif de traçage « stop covid » qui s'appuie sur une application « tous anti-covid » et une base de donnée de santé « SIDEP ». C'est aujourd'hui encore cette base SIDEP qui permet la gestion des données liées au « pass sanitaire » (160).

Beaucoup d'inquiétudes se sont formées autour des potentielles dérives d'un tel système de traçage, chez les médecins bien sûr (160a) ainsi que chez les juristes (161), et l'avis de la CNIL était très attendu (162). Comme à chaque étape de l'abandon des libertés et des droits, la CNIL émet des réserves et appelle à la vigilance mais finalement ne s'oppose jamais frontalement à la disparition des droits constitutionnels.

Le contexte de pandémie permet au gouvernement d'aller toujours plus loin dans la mise en place de ces outils invasifs et coercitifs de contrôle. Seul une raison sanitaire pouvait faire accepter au français ce qui était encore impensable il y a à peine quelques mois.

Si pour certains ces inquiétudes sont réduites à de simples fantasmes, pour d'autres, il ne semble ne plus y avoir de doute : il est bien clair aujourd'hui que l'aspect sanitaire de ce « pass » n'est qu'un prétexte pour nous faire consentir à un contrôle social et ce pour de longs mois ou de longues années... Ceux qui ne souhaitent pas trancher, bottent en touche sous la forme « seul l'avenir nous le dira » (pour ceux qui seront encore autorisés à voir clair).

En matière d'avenir, le rapport parlementaire de juin 2021 remis par des sénateurs républicains et intitulé surnoisement « Crises sanitaires et outils numériques : répondre avec efficacité pour retrouver nos libertés » (162a), ne nous incite pas à l'optimisme. En effet les rédacteurs semblent dans

l'ensemble très complaisants avec les les régimes autoritaires asiatiques notamment, dont ils encensent (« mine de rien ») régulièrement l'efficacité.

Malgré l'impréparation, le coup de chance d'un « timing » idéal

Toujours est il que les outils et lois numériques développés ces dernières années pour « améliorer » la gestion des données de santé, sont une chance formidable pour la mise en place des outils de contrôle permettant de combattre la pandémie. Dans l'impréparation apparente et le chaos général, il faut admettre que le « timing » a été parfait. Les dernières lois importantes ont été passées en été 2019 et mises en place en décembre. Quel coup de chance !

D'ailleurs pour abonder en ce sens dans un article remarquable du Dalloz [\(163\)](#), Mme Zorn remarque : « En définitive, de toute la « panoplie du dé-confinement », les seuls éléments prêts au 11 mai 2020 étaient les fichiers de traçage des cas-contacts destinés à l'intervention de brigades de l'assurance maladie autorisés par la loi du 11 mai 2020. Une anticipation peu habituelle depuis le début de la crise sanitaire ! Ces deux systèmes d'information, sidep (service intégré de dépistage et de prévention) mis en œuvre par le ministère de la santé et contact covid mis en œuvre par l'assurance maladie, étaient techniquement prêts bien avant que les parlementaires n'aient à voter la loi qui en autorisait la création. »

le déclasserement de l'hydroxychloroquine, un autre « coup de chance »

De la même façon, le classement de l'hydroxychloroquine le 13 janvier 2020 dans la liste de substances « vénéneuses » (et donc moins accessible sauf ordonnance) est un sacré coup de chance pour les détracteurs du futur traitement alternatif proposé par le Professeur Raoult (entre autres), pour ne citer que le plus célèbre.

Évidemment comme l'explique « si bien » l'article de libération [\(164\)](#), il est « impossible » qu'il y ait un lien entre cette « mise sous clé » et la pandémie, puisque « celle-ci n'était pas encore arrivée ». Bien que ces médicaments soient étudiés depuis longtemps pour leur actions sur les virus grippaux, personne à cette date n'avait pu en mesurer les effets sur le covid19. D'ailleurs, l'origine de la demande provenait de Sanofi dès 2018 (tiens donc), soit bien avant la pandémie, via l'ANSM (agence nationale de santé et des médicaments).

Cette demande de classement, parmi les médicaments moins accessibles, avaient donc été transmise en janvier 2020 par Mr Martin à Mme Buzyn qui a l'époque, était à « peine » au courant de l'arrivée du Covid-19.

Deux mois plus tard, en mars 2020, le directeur Mr Martin « n'a fait que son travail » en soutenant l'utilisation de rédemsvir (concurrent de l'hydroxychloroquine). Si on sait aujourd'hui (d'après l'OMS) que le rédemsvir était inutile voir dangereux, à l'époque Mr Martin avait été très convaincu par une étude « très solide », même si elle n'était peut être pas...indépendante [\(165\)](#).

Loin de nous l'idée d'imaginer que les grands laboratoires puissent exercer parfois des pressions « positives » sur les personnes clés des édifices gouvernementaux [\(165a\)](#), d'ailleurs nous en avons très peu parlé dans ce petit memento [\(165b\)](#).

La « surveillance des fausses informations » par l'AFP [\(166\)](#), permet « de ne pas douter » de la bonne fois des responsables de santé (Cependant, attention il y a confusion constante dans l'article entre chloroquine et hydroxychloroquine, ce qui crée beaucoup de contresens et fausses informations).

Vous l'avez compris, s'il y a de quoi se moquer de ce système de censure tellement grossier, on doit surtout beaucoup s'en inquiéter, encore plus quand il est corrélé avec des coïncidences de calendrier... »heureuses » (mais pas pour tout le monde).

Le goulot d'étranglement du pass sanitaire

Le « pass sanitaire » qui avait pourtant été annoncé comme une option non envisagée au printemps 2021, nous a finalement été imposé avec une grande violence dans la forme et les postures adoptées.

Le discours d'embrigadement comme d'habitude très étudié (permis de conduire, ceinture de sécurité, balance droit-devoir, « ma liberté s'arrête là où commence celle des autres » etc.) a remplacé

la pédagogie et aboutit à ce qui ressemble à des appels à la haine envers les sceptiques de la vaccination (167). La confusion systématique entre personnes contestant le principe du « pass sanitaire » et celui de la vaccination rend presque impossible débat, puisqu'on mélange constamment défense des droits aux considérations de santé, dans le but de les y inféoder.

Au lieu de chercher à préserver l'unité nationale et la paix sociale face à des enjeux qui atteignent les individus, les familles, la société dans son ensemble dans leurs coeurs, le gouvernement favorise la stigmatisation, la culpabilisation et le clivage, voir le racisme (168).

Malgré les nombreux doutes scientifiques.

Les doutes sur l'efficacité de la vaccination obligatoire ont été exprimés depuis des mois, par des pans entiers des milieux sociaux, scientifiques et médicaux. La profession médicale est menacée lorsqu'elle offre des points de vue alternatifs. Écrasées par les médias dominants ainsi que sur les moteurs de recherche, les voix dissidentes n'ont plus beaucoup de créneau d'audibilité. Le site réinfo-covid, bien sûr, un des rares à « tenir », offre une base de donnée riche et crédible (169). L'inévitable Dr Raoult malgré le lynchage médiatique organisé tient un discours posé et très construit (170).

Les doutes concernent la santé individuelle, face a des effets secondaires assez nombreux, mal connus, des technologies mal maîtrisées et sur lesquelles il y a un manque évident de recul. Le débat a complètement perdu sa sérénité entre des témoignages nombreux d'effets secondaires qui se concentrent sur les réseaux sociaux (170a), créant certainement un effet de loupe, et une presse dominante et un gouvernement qui semble les nier systématiquement et les minimiser (171), voir les censurer puisque facebook en partenariat avec l'AFP (comme censeur) fait fermer ces lieux de témoignages. Cette censure et la propagande « pro vaccin », ne font qu'accentuer les craintes.

Les doutes concernent aussi la validité de la stratégie de « vaccination de masse », dont le dogme est bien ancré dans la culture Française, peut être à raison, mais peut être aussi de façon inadaptée. En effet, ce type de virus proche de la grippe, mute largement et est saisonnier (171a). Aujourd'hui, il est admis que la vaccination, n'empêche pas d'être malade, n'empêche pas de véhiculer le virus et que si elle protège éventuellement des formes graves, les effets secondaires ne sont pas du tout négligeables, d'autant plus que les doses semblent devoir être injectées bientôt tous les trois mois (172).

Pour des jeunes qui statistiquement ne développent quasiment pas de symptômes et dont l'immunité naturelle est à la fois plus solide et sans les effets secondaires que celle « offerte » par les vaccins, cette campagne semble complètement absurde (173).

On en arrive a vacciner les nourrissons...

Pourquoi une telle violence ?

Alors que tout esprit censé, rationnel et scientifique reconnaît facilement toutes les difficultés autour des vaccins et doit nécessairement relativiser un minimum la gravité de la pandémie, le système de propagande s'arc-boute sur une unique stratégie jusqu'au-boutiste : la vaccination à 100 % et nous abreuve de cas rares de jeunes patients, atteints par la maladie et de toutes les émotions dramatiques qui vont avec bien sûr, pour conclure « Il faut vacciner les enfants ».

Cet élan « mondial » d'une extrême violence idéologique (174) semble complètement disproportionné et hors de propos. Pourtant la presse dominante, prépare les esprits et relaie cette idéologie, jusqu'à l'absurdité, en ne se cachant pas d'attendre les études qui leur permettront de justifier leurs objectifs (175). Ils ne se montrent pas plus gênés du fait que ce soient les fabricants de vaccins qui mènent ces études (176).

Il est troublant de voir qu'en 2018, 8 nouveaux vaccins ont été rendus obligatoires pour les enfants et que c'est aujourd'hui le meilleur argument qu'on nous sert pour ne pas contester la vaccination obligatoire, ni celle des enfants. Pourtant ce sont les même méthodes qu'aujourd'hui qui avaient conduit à cette obligation, c'est à dire, autoritarisme (176a), absence de débat, mépris des positions modérées (176b).

C'est aussi à cette époque là qu'a été « déremboursée » l'homéopathie, toujours avec cette même arrogance envers...« les amis des amish ».

La vaccination et le pass sanitaire, réel objectif ou étape cruciale ?

Une violence nécessaire et bénéfique

Bien sûr,

- si on croit en l'extrême gravité de la pandémie pour toutes les classes d'âge,
- Qu'on croit en la possibilité d'atteindre une immunité de groupe pour un vaccin du type SRAS, qui mute constamment,
- tout en admettant que le vaccin ne protège qu'en partie,
- ce qui a pour conséquence de devoir vacciner TOUS les non vaccinés pour (peut être) mieux protéger les vaccinés car il ne le sont pas entièrement.
- Qu'on considère que les effets secondaires sont vraiment minimes, pour toutes les classes d'âge, même celles qui ne souffrent statistiquement pas du tout du coronavirus.
- Qu'on ne croit pas que le virus va évoluer de façon moins létale, comme pour la plupart des épidémies, surtout pour la population infantile.
- Qu'on pense que les dégâts sociétaux du « pass sanitaire » et de l'obligation vaccinale, sont moins graves que l'épidémie elle-même.
- Si on fait abstraction de la perte de confiance des citoyens due aux attermoientement gouvernementaux ainsi qu'à leur arrogance et au battage médiatique ubuesque.
- Si on fait abstraction des dégâts irrémédiables en matière de confiance en nos institutions, résultant des stratégies gouvernementales.

Alors on peut encore croire en l'absolue nécessité de la vaccination à 100 %, à l'absolue nécessité d'avoir recours à la violence et à la coercition, à l'humiliation et au clivage de la population pour atteindre cet objectif : faire reculer l'épidémie

Qui masquerait des objectifs autocratique s?

Mais si on considère cette bouillabaisse argumentaire comme étant douteuse, si on considère que d'autres stratégies plus souples auraient été tout aussi adaptées et peut être plus ; qu'à risque épidémique égal il faut s'attacher à défendre les libertés et le bien vivre des citoyens car cela aussi est précieux (177) ; on a du mal à comprendre cette ultra-violence, sinon à considérer que le « pass sanitaire » et la vaccination à 100 % ne sont non pas seulement un moyen (de lutte), mais plutôt un objectif à atteindre ou une étape obligatoire vers ceux-ci.

Dans le cas où le réel objectif est d'imposer le « tout-contrôle » à une société démocratique, au mépris de la culture politique et de l'histoire même du pays et de la population, il est évident que tout réfractaire est un contre-exemple duquel peut naître une vision alternative de l'avenir de notre société, Un réfractaire qu'il faut mater, un grain de sable qu'il faut écraser.

La « tribune des 300 » (178).

Certains en effet, rêvent d'un monde sous contrôle et ne s'en cachent pas . Les 300 élus signataires de cette tribune de juillet 2021, en dehors de s'auto-satisfaire du « greenwashing » qui caractérise leurs politiques écologiques, partagent le même sentiment de "moment de bascule, vers le monde qui vient" et identifient bien ce moment comme une révolution numérique technologique et démographique. En clair ils admettent que l'enjeu est bien de se doter d'outil de contrôle des populations et que la lutte contre le coronavirus est finalement secondaire. Évidemment en tête de liste on trouve Mr Estrosi, pionnier de la reconnaissance faciale à chaque coin de rue et qui recevait récemment de façon surprenante le président chinois...

La violence affichée peut se comprendre aussi simplement : un dicton populaire dit « il faut battre le fer tant qu'il est chaud ». En effet la population peut se réveiller de l'état d'hypnose et de sidération dans lequel elle a été plongée et qui lui fait se soumettre et admettre tout ce qu'elle a combattu auparavant en terme de valeurs de société et de fondement du droit autour duquel elle avait « fait société ».

C'est le moment de créer des habitudes, de les ancrer dans les cerveaux. Il y a fort à parier que si l'épidémie s'arrêtait nette du jour au lendemain et qu'on redonnait à tous les mêmes libertés qu'il y

a deux ans, certaines personnes feraient une crise d'angoisse, garderaient leur masques sur le nez et réclameraient le maintien de ces QR-codes. Des lieux « pour vaccinés seulement » fleuriraient...

Depuis la décision du conseil constitutionnel du 5 août (178a), les principes de liberté et d'égalité sont inféodés au principe de sécurité sanitaire et le législateur est donc en droit de déroger aux principes fondateurs en toute légalité au nom de cette situation d'urgence.

Bien sûr, l'occasion est belle d'humilier les derniers contradicteurs, défenseurs de la liberté, ces gaulois réfractaires, de les traiter d'égoïstes, d'inciviques, de criminels. L'occasion est belle de les contraindre à montrer un « QR-code » version moderne du code barre ou du tatouage, à chacun de leur déplacement, d'en faire des parias, ennuyeux jusque pour leur propre entourage.

Pour pouvoir fonctionner, un système du « tout-contrôle » doit avoir dans sa base de données, 100 % de la population, du vieillard...au nourrisson. Si trop d'entre nous échappent aux contrôles, tout en gardant les mêmes droits que les autres, le système ne peut pas perdurer au quotidien.

Et des objectifs eugénistes ?

Ne nous cachons pas, l'angoisse de se faire injecter un produit intrusif qui pourrait agir sur notre santé et que cela soit organisé à dessein, est très présente au sein de la population. C'est aussi une des raisons qui pousse les personnes à refuser le vaccin. Beaucoup de personnes qui ont fait le choix de la vaccination ne sont pas pour autant débarrassées de leurs doutes.

Évidemment, cela alimente les quolibets de la frange « vaccinatrice » bien imbibée de la propagande « anti-complotiste », et les renforce même dans leurs certitudes : « ces gens là sont des illuminés ». Pourtant les personnes qui craignent que le vaccin soit un prétexte pour nous inoculer des produits ayant bien d'autres fonctions que le fait de combattre le virus, sont peut être finalement les personnes les mieux informées sur les technologies existantes .

Sans revenir sur le sujet, nous avons précédemment survolé ce thème et compris que ces technologies existent déjà. La thérapie génique est à ses débuts et, si bien sûr nous espérons qu'elle sera utilisée pour le meilleur, il n'est pas si stupide de rester vigilants afin qu'elle ne soit pas utilisée pour le pire.

Les vaccins à ARNm de pfizer et de moderna sont déjà des thérapies géniques, même si dans ce cas les gènes produits ne sont pas censés s'insérer dans les nôtres, mais être détruits.

Quel sont les réels moyens de contrôle de ce qui se trouve dans les vaccins ? Et qui en est responsable ? Comme souvent, et comme pour l'expérience de Milgram, faut-il « croire le type en costume-cravate et le gars en blouse blanche » sur parole ? Peut être sont-ils eux aussi simplement des acteurs, ou des voyageurs de commerce !

Une telle obsession gouvernementale pour une stratégie vaccinale à 100 %, tout comme la récurrence des injections, du fait d'un virus enclin à de régulières mutations, participe à alimenter la suspicion.

« On » nous raconte régulièrement que « nous en avons pour 10 ans », que les zoonoses se reproduiront. En sommes, les médias commencent à banaliser l'idée que nous serons vaccinés de façon obligatoire et récurrente pour le reste de notre vie, et qu'aucun endroit sur la planète n'y échappera. Le scénario paraît tellement excessif, qu'il faudrait être bien peu respectueux de soit même pour ne pas se poser quelques questions.

Se moquer des doutes exprimés, est un signe que l'on est pas informé et plutôt imprégné de l'embrigadement qui nous fait d'emblée rejeter ce genre de possibilités dites « complotistes ».

pourtant, en l'état actuelle de la science, si la population mondiale venait à être intégralement vaccinée et cela de façon récurrente, il n'est pas raisonnable de croire que la possibilité de la modification génique ne sera pas envisagée. Ce jour là, il serait bon que chaque personne ou au moins la société civile soit associée aux décisions qui pourraient être prises. Il ne faudrait pas que ces décisions soient pas confisquées par un petit groupe de personnes se trouvant aux manettes des technologies, des états et des capitaux.

La modification génétique des êtres vivants par l'homme a toujours existé depuis les premières domestications d'espèces (179). Il faut espérer qu'un groupe de « puissants » n'aurait pas décidé de nous « domestiquer » génétiquement. Êtes vous certains que cela ne vous semble pas plausible ? Ce ne serait pas la première fois dans l'histoire de l'humanité qu'une élite chercherait à contrôler et dominer les masses par n'importe quel moyen.

Le puçage systématique ?

Voilà un autre fantasme qui alimente les craintes. Les vaccins « pourraient être un vecteur de puçage systématique » des populations.

Encore une fois ces théories alimentent les quolibets des franges les moins informées et les plus anti-complotistes. Pourtant encore une fois, ces technologies sont déjà existantes ou presque.

Il est sans doute un peu tôt pour imaginer que ce soit déjà le cas (en tout cas il faut l'espérer). Mais il y a fort à parier que si nous sommes obligés de nous faire vacciner deux ou trois fois par an et de montrer nos Qr-codes 40 fois par jour, après quelques années de ce régime, lorsqu'on nous proposera d'être simplement pucés pour éviter d'avoir à sortir notre badge, nombreux sont ceux d'entre nous qui s'empresseront d'accepter, à l'occasion d'un vaccin. Ils qualifieront encore une fois les réfractaires de réactionnaires, paranoïaques ou de fossiles.

La gestion du troupeau

Des vaccins récurrents et obligatoires, ne peuvent être administrés sans une base de données bien gérée, « qui a reçu quoi ? ». Il en serait de même pour un programme de contrôle génomique, un puçage systématique ou encore la généralisation de la reconnaissance faciale à « chaque coin de rue ».

La France et les droits de l'homme, tout un symbole

Une telle vision du futur est inacceptable pour la plupart d'entre nous encore aujourd'hui. Elle l'était peut être encore plus il y a quelques semaines. Elle est inacceptable et c'est pour cela que notre système de droit l'interdit en se référant constamment aux « droits de l'homme » et en étant très vigilant sur les systèmes de gestion des données.

La vaccination n'y est aujourd'hui pas encore obligatoire.

La France est un pays qui a porté haut le concept de droits de l'homme, beaucoup de personnes dans le monde qui luttent pour leurs droits et ceux de leurs pairs, pour des sociétés libres et démocratiques se réfèrent à notre constitution et à l'image de ce peuple qui a aboli la tyrannie et a déclaré les droits de l'homme comme fondement de sa constitution.

Comme ils doivent être nombreux les tyrans de par le monde qui en ont ras le bol d'entendre leurs opposants les « bassiner » en se réclamant des valeurs de ce pays d'arrogants.

Comme ils seront nombreux et abattues les personnes qui vivent sous la tyrannie un peu partout dans le monde si le peuple français se soumet à nouveau, aveuglé, sans même se rendre compte qu'il abandonne sa liberté par l'entremise d'un subterfuge.

Ce n'est peut être pas un hasard si nous sommes un des premiers grand pays occidental à généraliser cet « inquiétant » « pass sanitaire » [\(180\)](#).

A ce stade, seuls la Chine, le Danemark l'ont généralisés, l'Italie et quelques autres pays en ont fait une version plus soft parfois déjà assouplie [\(180a\)](#). Aux États-unis, certaines villes et états le mettent en place mais d'autres l'interdisent [\(181\)](#).

une longue bataille en perspective

Dans l'hypothèse d'une stratégie globale du « tout contrôle » lancée par des organisations hybrides entre états états profonds et capitaux, la bataille s'annonce, longue, rude et sévère . Faire céder la France en premier lieu est d'une forte portée symbolique pour décourager la « résistance » dans le monde.

L'ère de la post-vérité [\(182\)](#)

Dans le cas de la pandémie de coronavirus, nous avons compris qu'Américains, Français et Chinois, travaillent ensemble depuis des années à faire des recherches ultrasensibles sur ces sujets.

Leur chamailleries actuelles sur l'origine du virus traduit t'elle réellement une guerre bactériologique qui aurait lieu entre eux, ou ne sert elle pas d'écran de fumée une nouvelle fois pour que la réalité ne face pas surface ?

Ces états et états profonds se sont ils partagé le monde et agissent ils tous de concert, où continuent ils à se faire la guerre comme nous croyons le constater ?

Quelle est la place de la Russie et de Donald Trump dans ce jeu de dupes. Sont ils vraiment des grains de sable gênant le mécanisme, où ne servent ils pas à créer la « figure de l'ennemi » si nécessaire à l'ancrage de l'opinion publique dans ce qu'elle croit vrai ?

Les extrêmes droites seraient elles parfois complices, ou manipulées ?

Dans le roman 1984 d'Orwell (183), les trois blocs font et défont leurs alliances en réécrivant sans cesse l'histoire. Une chose reste importante pour conditionner le sentiment d'appartenance : garder toujours un ennemi, être toujours en guerre.

Dans l'esprit des opinions, à gros traits, les états unis ont deux ennemis, la Chine et les Russes ; les Russes ont deux ennemis, les Américains et à un degré moindre la communauté Européenne ; les Chinois ont deux ennemis : les états unis et les droits de l'homme. En Europe, on se méfie de tout le monde et surtout de l'insécurité.

Pourtant si les puissants se sont enfin rendus compte que la terre était ronde. Ils ont pu admettre que s'envoyer des bombes atomiques, pendant les grosses disputes, n'arrangerait personne. Face à l'apparition de technologies d'une puissance extraordinaire, comme la génomique, ou l'intelligence artificielle, il serait facile à comprendre qu'ils se mettent d'accord et se partagent le monde, dans une sorte de pacte de non agression.

Il est aussi tout a fait envisageable que ces pactes de non agression, ne concernent que certains domaines, certains champs d'action. Des « plans » ou stratégies communes peuvent survenir sans pour autant qu'on arrête de se faire la guerre par ailleurs. De plus un même « plan global » peut aussi s'adapter différemment selon les contextes culturels et géopolitiques.

Combien de braquage célèbres ont vu le partage du butin tourner au pugilat. Les voyous entre eux n'ont pas toujours de code d'honneur.

Dans l'ère de la « post-vérité » , il devient complexe de démêler le vrai du faux (184).

La guerre des castes

Toutes ces personnes qui nous gouvernent officiellement ou dans l'ombre, ont un point commun : ils ont passé leurs vies, dévorés d'ambition, entre châteaux, jets privés et carriérisme implacables. Soumis de naissance ou de nature aux exigences de leur caste sociale, ils ont depuis toujours troqué leur liberté contre leur ambitions morbides.

Ces gens là ne sont pas comme nous. Ils n'ont jamais connu la vraie liberté, celle de ne pas vouloir dominer le monde, ni de se soumettre à un quelconque plan de cette nature.

Ils nous ont peut être mal « étudiés » car ils ne peuvent pas comprendre ce que c'est d'être libre.

CONCLUSION :

que d'efforts

Bravo à ceux qui ont lu ces lignes jusqu'ici, et à ceux qui ont ouvert tous les liens.

Ces liens vous ont certainement invités à en suivre d'autres et à confronter ces informations à d'autres sources. Vous avez construit votre opinion.

Je ne crois pas me tromper en pensant qu'au terme d'une telle lecture, vous ne serez plus ni un(e) complotiste, ni un(e) anti-complotiste primaire.

J'espère que ce « memento » vous aidera à avoir le sentiment de reprendre votre vie en main et vous redonnera le goût de vous battre pour un système de valeurs, le votre.

Cela passera sans doute par beaucoup d'efforts, des efforts collectifs.

Et quel choc !

Pour le lecteur qui serait passé directement de l'introduction à la conclusion sans passer par « le pays des merveilles », je ne souhaite pas le décevoir et vais lui donner envie de ne pas croire les quelques lignes qui suivent.

Le faisceau d'indices convergents est tellement conséquent qu'il devient difficile de croire en des coïncidences fortuites dans le déroulé des événements et des décisions politiques. Il devient raisonnablement difficile voir impossible d'évacuer l'hypothèse que :

L' épidémie était tant attendue, qu'elle a été déclenchée

Il apparaît évident que l'épidémie était tellement attendue, qu'elle a été déclenchée, sciemment. Les différents gouvernements Français au moins depuis celui de François Hollande étaient au courant de l'arrivée de la pandémie et ont tout préparé pour en tirer les plus grands bénéfices en fonction d'objectifs qui ont été cachés au peuple Français et ont été définis dans des cercles privés.

La pandémie était attendue. Pour en maîtriser le « timing », il a fallu utiliser des virus préexistants conçus en laboratoires. La soit-disant fuite accidentelle depuis le laboratoire de Wuhan est juste un autre moyen de masquer la réalité intentionnelle de l'épidémie.

Le virus tue, les vaccins protègent (mais pas très bien, pas toujours et pas longtemps)

Le virus est malheureusement bien réel et tue. Les vaccins proposés sont aussi bien réels et prémunissent en partie contre la maladie. Par contre les effets secondaires possibles restent mal connus.

Et surtout...On ne rend pas les gens malades, pour le seul plaisir de pouvoir les soigner. Il est difficile de penser que l'intérêt financier soit l'unique motivation des architectes de cette épidémie.

Les autres objectifs de cette « opération »

Il semble pertinent de penser que bien d'autres objectifs s'inscrivent sur la feuille de route de cette vaste opération. Nous en connaissons peut être dans le futur l'intégralité. Aujourd'hui « l'opération » étant encore en cours, et dans une phase critique, nous devons nous contenter, de suppositions, de supputations, de pistes et de probabilités. A moins que « ces messieurs-dames » daignent enfin nous expliquer vraiment ?

Il va sans doute falloir les y obliger. Il faudra que justice soit faite.

D'ici là, nous affirmons qu'il est absolument légitime de douter de la bonne foi de nos gouvernants et des systèmes de production des vaccins. Nous affirmons qu'il est légitime de douter de la bonne foi d'une très grande partie des médias, de leur transparence ou de la qualité de leur sources.

Que la justice arrête l'infamie dès aujourd'hui, dans tous les villages, dans tous les conseils municipaux, dans toutes les entreprises, dans tous les tribunaux :

Au regard des éléments présents dans ce mémento, il n'est pas possible NULLE PART d'exiger la vaccination obligatoire.

Au regard des éléments présents dans ce mémento, il n'est pas possible NULLE PART d'exiger la présentation d'un pass sanitaire.

Ces mesures sont caduques et les Français rendus à leur liberté jusqu'à ce que lumière soit faite et que la justice ait été saisie de cette accusation à l'égard d'une large partie de notre système politique :

ACCUSATION

- d'organisation de crime contre l'humanité.
- De trahison du peuple Français et d'atteinte à la nation et aux valeurs fondamentales de la république.
- la liste n'est pas exhaustive

Il ne nous appartient pas ici, ni de faire la liste des actes d'accusation, qui risque d'être longue et de déborder du cadre national, ni de faire la liste des accusés qui elle aussi risque de déborder du cadre national.

Nous avons bien conscience de l'énormité de l'affaire et que la reconnaissance de nos droits et de notre préjudice entraînerait nécessairement une révolution.

Nous avons bien conscience qu'à ce stade nous ne sommes rien face à l'énormité de la machination et que s'élever en contre c'est sans doute se sacrifier.

C'est sans doute la force de la pensée humaine que de vouloir penser librement, vivre libre, ou mourir. Ceux qui ont risqué ou perdu leur vie à la prise de la Bastille n'avaient pas inféodé leur liberté à leur sécurité.

C'est sans doute la force et la folie humaine de croire que nous pouvons renverser les puissants simplement sur un fondement moral. C'est la force de la pensée humaine de croire en la justice, « quoi qu'il en coûte ».

La 5ème république est morte, vive la 6ème république.

Mais nous n'en sommes pas là. La lutte commence à peine, elle va être longue et dure. Si par miracle nous y arrivons, nous souhaitons que Justice soit faite et que la reprise en main par le peuple français de l'appareil d'état, de la nation et de ses droits se fasse pacifiquement. Il est important d'affirmer cette volonté pacifique car à n'en pas douter c'est une révolution de très grande ampleur qu'il va falloir mener.

La constitution de la 5ème république a failli à protéger le peuple d'une élite malfaisante et autocratique. Nous appelons à l'union de toutes les forces populaires et démocratique pour restaurer l'état de droit. Il est indispensable de construire une nouvelle constitution qui reconstruise les garde-fous qui n'ont pas résisté à la trahison. Il faudra comprendre les mécanismes qui ont conduit à cette faillite systémique. L'hyper-présidentialisation, le clientélisme et la soumission culturelle à l'autorité doivent être interrogées.

Les partis politiques et les parlementaires qui ont participé activement à cette infamie, ne doivent pas participer ni à la reconstruction, ni au gouvernement transitoire d'urgence nationale, ni à l'assemblée constituante. Il faut que la justice soit faite, dans la dignité des personnes au plus haut degré qu'il soit.

Un tribunal international.

Puisque cette opération menée par des clans au détriment des peuples se voulait mondiale, il sera important d'affirmer la solidarité du peuple Français avec les peuples du monde dans cette terrible épreuve. Il faudra s'excuser de la responsabilité de nos gouvernants dans cette entreprise.

Le capitalisme, l'autoritarisme, le néolibéralisme se sont alliés et mués en un nouveau fascisme sous une forme ultime. Ce coup d'état mondial contre les peuples, a été celui d'une élite qui a confisqué, les technologies, les industries, les capitaux, le travail et les états, avant d'essayer de confisquer nos esprits, nos corps et notre liberté.

La libération ne pourra se faire que grâce à une reprise en main et une re-nationalisation des technologies et des capitaux. Cette mise en commun des savoirs et des outils doit se faire sous l'oeil de l'intérêt collectif, les considérations éthiques débattues, plutôt que confisquées et mises sous le joug du profit et de la captation des savoirs.

Cette révolution devrait être mondiale par les peuples et pour les peuples. S'il s'avère que l'ONU est une instance encore suffisamment indépendante de l'infamie, il faudra inviter les peuples du monde à reprendre leurs libertés, à réformer leurs institutions si elles n'ont pas su résister à l'infamie et à réinvestir l'ONU afin de re-construire la si fameuse « nouvelle gouvernance mondiale ».

C'est il faut l'espérer, un tribunal international qui devra rendre la justice de la plus grande affaire criminelle de tous les temps.

La lutte commence

Nous n'en sommes pas là, la lutte commence et « ils » ont préparé les choses depuis si longtemps qu'« ils » ont anticipé beaucoup de nos mouvements. Il est probable que les tenants du pouvoir soient prêts à massacrer une révolte populaire. Ils utiliseront tout faux pas pour nous décrédibiliser en dénonçant en premier lieu notre violence et en l'écrasant. Il est plausible qu'ils aient préparé un éventuel coup d'état militaire en leur faveur, comme le général de Gaulle a pu l'envisager lors des événements de mai 1968. Des émeutes populaires seront leur meilleur prétexte.

S'ils y parviennent, la répression s'abattra alors sans limites. Ne leur fournissez pas ce prétexte.

Elle doit être pacifique, ne pas prêter le flanc à la violence.

Ce memento espère être un outil pour convaincre, afin de déconditionner les esprits. Lisez le, ouvrez les liens, diffusez le, autour de vous, surtout à vos élus, aux forces de l'ordre, police, gendarmerie, présentez-le aux tribunaux pour justifier de vos droits, de vos refus et de votre désobéissance civile. Avec ces éléments, vous pouvez tous devenir des lanceurs d'alerte.

Quand dans chaque village, les élus auront été vus par les forces de l'ordre en leur demandant de ne pas appliquer les contrôles sur les « pass sanitaires » ; quand ils ré-informeront la population en la laissant libre de ses choix de matière de vaccination ; que tous auront choisi le camp du peuple et des valeurs républicaines plutôt que d'être les petits soldats de la tyrannie ; quand ils auront pris des arrêtés municipaux invalidant les lois ou démissionné par solidarité si nécessaire plutôt que de faire appliquer ces lois iniques ; quand les tribunaux rendront leurs droits aux travailleurs, aux salariés devant l'évidence de la machination, alors la machination tombera de fait comme un fruit mûr, sans violence.

Les manifestations doivent impérativement rester pacifiques pour ne pas sombrer dans la guerre civile qui permettrait à la machination de rester en place et d'être peut-être encore plus à son aise. Face à des manifestations pacifistes et une population solidaire qui reprend ses esprits, l'armée ne pourra pas tirer sur la foule, elle ne pourra que choisir le camp du peuple. Alors la machination tombera toute seule.

Que sont-ils prêts à faire pour rester en place et ne pas être jugés pour leurs crimes ? Semer la terreur ? Nous envoyer un virus plus virulent ? Ebola ? déclencher une vague d'attentats ? soit disant à cause des réfugiés afghans par exemple ? Réinstaurer le couvre-feu ? Les confinements ? Traquer les agitateurs grâce à l'état d'urgence qui leur permet presque tout ? Que sont-ils prêts à faire ?

La machination est dévoilée

La machination est dévoilée ! il faut le faire savoir, et que partout, dans tous les villages de France, les gens s'affranchissent, un par un. Pour cela il faut admettre l'inadmissible, cela prend parfois du temps, certains n'en seront pas capables, les psychologies vont souffrir. Il ne faut pas céder. Mais peu à peu leur emprise va s'estomper, l'assemblée constituante va se mettre en place, nous les jugerons, et nous inventerons la 6ème république.

Courage camarades !

En ces temps d'imposture universelle, dire la vérité est un acte révolutionnaire (George Orwell dans 1984) **(184)**